



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

HC C

D.R.I.E.E.
d'Ile-de-France

Unité Territoriale de Seine et Marne

PRÉFÈTE DE SEINE-ET-MARNE

/ 4 AOUT 2014

Préfecture

Direction de la coordination des services de l'Etat

Pôle du pilotage des procédures d'utilité publique

**Arrêté préfectoral n° 2014/DCSE/M/011
autorisant la Société « CEMEX »
à exploiter une carrière de sables et graviers
sur le territoire des communes de MAROLLES-SUR-SEINE et COURCELLES-EN-BASSEE**

La préfète de Seine-et-Marne,
Officier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,

Vu le code de l'environnement,

Vu le code minier,

Vu le code du patrimoine, et spécialement les dispositions du livre V (partie législative et réglementaire relative à l'archéologie préventive),

Vu le code de la voirie routière,

Vu le code rural et de la pêche maritime,

Vu le code de l'urbanisme,

Vu le code du travail,

Vu le décret n° 80-331 du 7 mai 1980 modifié instituant le Règlement Général des Industries Extractives (RGIE),

Vu le décret n° 99-116 du 12 février 1999 relatif à l'exercice de la police des carrières en application de l'article 107 du Code Minier,

Vu le décret du Président de la République en date du 12 juillet 2012 portant nomination de Madame Nicole KLEIN, Préfète de Seine et Marne,

Vu le décret du Président de la République en date du 26 août 2010 portant nomination de Monsieur Serge GOUTEYRON, Sous-Préfet hors classe, secrétaire général de la préfecture de Seine et Marne,

Vu l'arrêté préfectoral n° 12/PCAD/84 du 30 juillet 2012 donnant délégation de signature à Monsieur Serge GOUTEYRON, secrétaire général de la préfecture et organisant sa suppléance, modifié par l'arrêté 13/PCAD/107 du 28 octobre 2013,

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières,

Vu l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières,

Vu l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relative à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement,

Vu l'arrêté du 11 septembre 2003 portant application du décret 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions applicables au sondage, forage....

Vu l'arrêté ministériel du 7 juillet 2009 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les installations classées pour la protection de l'environnement et aux normes de référence,

Vu la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement,

Vu la circulaire du 2 juillet 1996 concernant l'application de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrière,

Vu le schéma départemental des carrières de Seine et Marne approuvé le 12 décembre 2000,

Vu le schéma départemental des carrières de Seine et Marne révisé et approuvé le 7 mai 2014,

Vu le Plan Local d'Urbanisme de Marolles-sur-Seine,

Vu le Plan Local d'Urbanisme de Courcelles-en-Bassée,

Vu l'arrêté préfectoral n° 95 DAE 2 M 009 du 23 février 1995 autorisant la société Sablières et Entreprises Morillon Corvol à exploiter une carrière à ciel ouvert de sables et graviers sur le territoire des communes de Courcelles-en Bassée, Marolles-sur-seine, la Tombe pour une durée de 20 ans,

Vu l'arrêté préfectoral n° 96 DAE 2 M 041 du 3 septembre 1996 fixant à la société Sablières et Entreprises Morillon Corvol des prescriptions complémentaires pour l'exploitation de la carrière à ciel ouvert de sables et graviers sur le territoire des communes de Courcelles-en Bassée, Marolles-sur-seine, la Tombe,

Vu l'arrêté préfectoral n° 98DAE 2 M 088 du 4 décembre 1998 fixant à la société Sablières et Entreprises Morillon Corvol des prescriptions complémentaires concernant le montant des garanties financières de remise en état de la carrière à ciel ouvert de sables et graviers sur le territoire des communes de Courcelles-en Bassée, Marolles-sur-seine, la Tombe,

Vu l'arrêté préfectoral n° 99 DAI 2 M 084 du 2 juillet 1999 fixant à la société Sablières et Entreprises Morillon Corvol des prescriptions complémentaires concernant le phasage le montant des garanties financières de remise en état de la carrière à ciel ouvert de sables et graviers sur le territoire des communes de Courcelles-en Bassée, Marolles-sur-seine, la Tombe,

Vu l'arrêté préfectoral n° 01 DAI 2M 022 du 13 avril 2001 de prescriptions complémentaires relatives à l'aménagement d'infrastructures portuaires en bordure de seine sur le territoire de la commune de Marolles-Sur-Seine,

Vu l'arrêté préfectoral n° 04 DAI 2 M 021 du 18 mai 2004 autorisant la société Sablières et Entreprises Morillon Corvol à poursuivre l'exploitation d'une carrière de sables et graviers ainsi qu'une installation de traitement de matériaux sur le territoire des communes de Marolles sur Seine et La Tombe pour une durée de 30 ans,

Vu la demande en date du 30 avril 2012 par laquelle Monsieur Bruno HUVELIN agissant en qualité de président directeur général de la société CEMEX sollicite l'autorisation d'exploiter une carrière de sables et graviers sur le territoire des communes de MAROLLES-SUR-SEINE et COURCELLES-EN-BASSEE,

Vu le rapport du directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie, en date du 14 novembre 2012 constatant le caractère complet et régulier de cette demande,

Vu l'avis de l'autorité environnementale en date du 17 janvier 2013,

Vu l'arrêté préfectoral n° 2013/DCSE/M/007 du 22 février 2012 portant ouverture d'enquête publique sur la demande présentée par la société CEMEX,

Vu les registres d'enquête publique des communes de Marolles-sur-Seine et Courcelles-en-Bassée,

Vu le procès verbal d'enquête publique et le mémoire en réponse du demandeur aux questions du commissaire enquêteur,

Vu le rapport, les conclusions et avis motivé favorable sur la demande du commissaire enquêteur,

Vu les avis émis par les services conseils municipaux,

Vu l'avis du Conseil général de Seine-et-Marne en date du 27 janvier 2014,

Vu le rapport, les conclusions et propositions du directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Ile-de-France en date du 10 juin 2014,

Vu l'avis motivé l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites dans sa formation spécialisée dite « des carrières » émis lors de sa réunion du 24 juin 2014,

VU le projet d'arrêté préfectoral notifié au demandeur par courrier en date du 25 juin 2014, lequel n'a pas présenté d'observation au terme du délai,

Considérant les mesures proposées par le demandeur en matière de protection des sols et des eaux en ce qui concerne le ravitaillement et l'entretien des engins,

Considérant que la demande se situe en zone inondable,

Considérant les orientations de remise en état fixées par le schéma départemental des carrières,

Considérant la position des zones à émergence réglementée et celle des sources sonores liées aux activités du site,

Considérant l'attestation de maîtrise foncière fournie par le demandeur

Considérant les capacités techniques et financières du demandeur,

Considérant dans leur ensemble les mesures de protection, de prévention et de surveillance que le demandeur s'engage à mettre en œuvre, après avoir évalué leur performance dans son étude d'impacts,

Considérant qu'aux termes de l'article L.512-1 du Code de l'Environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral,

Considérant que les conditions d'aménagement, d'exploitation et de remise en état de la carrière telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir des dangers ou inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511.1 du Code de l'Environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique pour l'agriculture, pour la protection de la nature et de l'environnement et la conservation des sites et des monuments,

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture,

A R R Ê T E

CHAPITRE I : DROIT D'EXPLOITER

Article I-1 : Autorisation /Refus

1) La société CEMEX, ci-après dénommée l'exploitant, dont le siège social est situé 2 rue du Verseau, zone Silic, 94150 RUNGIS,

- est autorisée, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à poursuivre et étendre l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert de sables et graviers alluvionnaires sur le territoire des communes de MAROLLES-SUR-SEINE et COURCELLES-EN-BASSEE. (Le périmètre correspond aux parcelles ou parties de parcelles mentionnées à l'article I.3.1 « Tableau A. *parcelles autorisées* » est reporté sur le plan parcellaire joint en annexe.)
- Hors périmètre autorisé, un quai de chargement/déchargement, des convoyeurs et des pistes associées pourront être établis sur les emprises visées à l'article I.3.1 « Tableau C. *Parcelles hors périmètre carrière concernées par les bandes transporteuses et le quai* ».

L'autorisation est accordée pour une durée de 25 ans, à compter de la notification du présent arrêté, durée qui inclut l'achèvement de la remise en état portant sur l'ensemble des parcelles visées à l'article I.3.1 « Tableaux A et C. »

La présente autorisation est accordée sans préjudice de l'observation de toutes les législations et réglementations applicables, notamment celles relatives au code minier, au code civil, au code général des collectivités territoriales, au code du patrimoine (pour les découvertes archéologiques fortuites notamment), à la réglementation relative aux équipements sous pression.

Les prescriptions du présent arrêté ne font pas obstacle à l'application des dispositions édictées par le livre II du code du travail et textes pris pour son exécution dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire pour les ouvrages et édifices nécessaires à l'exploitation des installations visées à l'article I-2. Ces ouvrages et édifices sont soumis aux dispositions du code de l'urbanisme.

La présente autorisation ne vaut pas dérogation au titre de l'article L.411-2 du code de l'environnement. Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

2) **L'autorisation d'exploiter est refusée** pour les parcelles ou parties de parcelles mentionnées par l'article I.3.1 « Tableau B *Parcelles refusées*. »

Les parcelles visées à l'article I.1.3.1 Tableau E « *Parcelles en SIC figurant dans l'arrêté de 1995* » ne sont pas reprises dans le périmètre de la carrière autorisée par le présent arrêté préfectoral mais doivent néanmoins faire l'objet d'une remise en état constatée avant le 31 décembre 2014.

3) La localisation et la nature des mesures d'accompagnement sont précisées à l'article 1.3.1. « *Tableau D . localisation des mesures d'accompagnement dans le périmètre carrière ou en dehors de celui-ci. »*

4) Articulation avec les autorisations précédentes :

La validité de l'arrêté préfectoral n°04 DAI 2M 021 susvisé est prolongée jusqu'au terme du présent arrêté.

A compter du 31 décembre 2014, les dispositions des arrêtés préfectoraux n° 95 DAE 2 M 009 du 23 février 1995, n° 96 DAE 2 M 041 du 3 septembre 1996, n° 98DAE 2 M 088 du 4 décembre 1998 et n° 99 DAI 2 M 084 du 2 juillet 1999 sont abrogés.

Article I-2 : Rubriques de classement au titre des Installations classées

Les activités exercées relèvent de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement conformément au tableau ci-dessous.

Rubrique et alinéa	Libellé	Nature des activités exercées	Régime applicable	Rayon d'affichage (en km)
2510-1	Exploitation de carrières, à l'exception de celles visées aux alinéas 5 et 6 (pas de seuil)	<p>Exploitation à ciel ouvert d'une carrière alluvionnaire de sable et graviers dans la nappe d'accompagnement de la Seine.</p> <p>La superficie totale du site est de 219 ha 28a 17 ca, comportant une partie en renouvellement (autorisation du 23 février 1995) et une partie en extension.</p> <p>La superficie restant à extraire est 126ha 09a 83ca</p> <p>La durée nécessaire pour la réalisation de l'ensemble des travaux d'exploitation et de remise en état est de 25 ans.</p> <p>Le gisement est estimé à environ 11 millions de tonnes de sables et graviers.</p> <p>La production maximale est de 900 000 T/an au cours des 10 premières années et de 600 000 T/an sur les années suivantes.</p> <p>Surface soumise à redevance archéologique : XXXX</p>	<p>Autorisation</p> <p>(pas de seuil)</p>	3
2517	Station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques, (en fonction de la superficie de l'aire de transit)	<p>Stockage tampon de matériaux d'autres carrières transitant dans le secteur de « la Muette » en provenance d'autres carrières</p> <p>Aire de transit pour les matériaux valorisables venant par train : 16 000 m2</p>	Enregistrement	

En outre, pour mémoire, les activités exercées relèvent également de la nomenclature des opérations soumises aux procédures prévues aux articles L.214-1 à L.214-4 du code de l'environnement.

Rubrique et alinéa	libellé	Nature de l'activité	Régime et seuil
1.1.1.0	Sondage, forage, y compris essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines y compris dans les nappes d'accompagnement des cours d'eau.	15 piézomètres existants 1 piézomètre de l'agence de l'eau 2 piézomètres à créer	Déclaration
1.2.2.0	A l'exception des prélèvements faisant l'objet d'une convention avec l'attribution du débit affecté prévu par l'article L.214-9 du code de l'environnement, prélèvements, installations et ouvrages permettant le prélèvement, dans un cours d'eau, sa nappe d'accompagnement ou dans un plan d'eau ou canal alimenté par ce cours d'eau ou cette nappe, lorsque le débit du cours d'eau en période d'étiage résulte, pour plus de moitié d'une réalimentation artificielle. Toutefois, en ce qui concerne la Seine, la Loire, la Marne et l'Yonne, il n'y a lieu à autorisation que lorsque la capacité du prélèvement est supérieure à 80 m ³ /h.	Pompage des eaux souterraines de la nappe d'accompagnement de la Seine afin de pratiquer le décapage de la découverte uniquement dans certains casiers du secteur des « pâtures communales » Débit maximal admis 600 m ³ /h.	Autorisation
2.3.2.0	Recharge artificielle des eaux souterraines	Rejet des eaux issues du rabattement par des fossés de réinjection <u>sans relation</u> avec les noues ou dans un casier, en communication avec la nappe d'accompagnement de la Seine	Autorisation (pas de seuil plancher)
3.1.1.0 1°	Installation, ouvrage, remblais et épis, dans le lit mineur d'un cours d'eau constituant un obstacle à l'écoulement des crues	Implantation d'un quai de chargement et déchargement de péniches et barges sur la berge droite de la Seine	Autorisation (pas de seuil plancher)
3.1.2.0 2°	Installation, ouvrage, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou en travers du lit mineur d'un cours d'eau à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 3.1.4.0 ou conduisant à la dérivation d'un cours d'eau	Implantation d'un quai de chargement et déchargement de péniches et barges sur la berge droite de la Seine.	Déclaration (modification sur une longueur de cours d'eau inférieure à 100 m)
3.1.5.0 2°	Installation, ouvrage, travaux ou activité dans le lit mineur d'un cours d'eau étant de nature à détruire les frayères, les zones de croissance ou les zones d'alimentation de la faune piscicole, des crustacés et des batraciens.	Implantation d'un quai de chargement et déchargement de péniches et barges sur la berge droite de la Seine. Pas de destruction de frayère	Déclaration (autres cas)
3.2.2.0 1°	Installations, ouvrages, remblais dans le lit majeur d'un cours d'eau	Présence de stocks de matériaux, merlons, convoyeurs, dans la zone inondable de la Seine, la surface totale occupée par ceux-ci est supérieure à 1 ha.	Autorisation (seuil plancher : 10 000 m ²)
3.2.3.0 1°	Plans d'eau permanents ou non	Création de 3 plans d'eau permanents provenant de l'extraction du gisement alluvionnaire maintenus dans le cadre de la remise en état après aménagement des berges. La surface totale laissée en eau libre est d'environ 91ha à l'échéance.	Autorisation (seuil plancher : 3 ha)
3.3.1.0	Assèchement, mise en eau, imperméabilisation, remblais de zone humides ou de marais	Destruction 7,7ha de zones humides à faibles enjeux	Autorisation

Article I-3 : Caractéristiques de la carrière

I.3.1 - Références cadastrales et territoriales

L'autorisation n'a d'effets que dans les limites des droits de propriété de l'exploitant et des contrats de forage dont il est titulaire sur les parcelles suivantes :

Tableau A : *Parcelles autorisées*

(*) p : pour partie

Tableau B : *Parcelles refusées*

(*) p: pour partie

Tableau C : *Parcelles hors périmètre carrière concernées par les Bandes transporteuses et le quai*

Tableau D : *Localisation des mesures compensatoires dans le périmètre carrière ou en dehors de celui-ci.*

Tableau A Page 1 de 5

Commune	Section	Numéro	Lieu-dit	partie/	surface	surface	surface
				entière	cadastrale	autorisée	exploitable
La Muette							
Marolles-sur-Seine	A	378	Le Bois de la Muette	Entière	64750	64750	59139
Marolles-sur-Seine	A	379	Ferme de la Muette	Entière	10688	10688	10360
Marolles-sur-Seine	A	380p	Ferme de la Muette	Partie	67754	66502	64410
Marolles-sur-Seine	A	381	Ferme de la Muette	Entière	2500	2500	2500
Marolles-sur-Seine	A	382p	Ferme de la Muette	Partie	123697	52336	46657
Marolles-sur-Seine	A	389	Ferme de la Muette	Entière	2300	2300	0
Marolles-sur-Seine	A	392	Ferme de la Muette	Entière	2975	2975	0
Marolles-sur-Seine	A	393	Ferme de la Muette	Entière	20	20	0
Marolles-sur-Seine	A	394p	Ferme de la Muette	Partie	21985	16572	15423
Marolles-sur-Seine	A	397p	Ferme de la Muette	Partie	3360	274	143
Marolles-sur-Seine	A	399	Ferme de la Muette	Entière	1666	1666	1626
Marolles-sur-Seine	A	446	La Petite Ile	Entière	34504	34504	26565
Marolles-sur-Seine	A	447	La Petite Ile	Entière	28099	28099	9220
Marolles-sur-Seine	A	483	Ferme de la Muette	Entière	130211	130211	129453
Marolles-sur-Seine	A	484p	Ferme de la Muette	Partie	238884	230957	212785
Marolles-sur-Seine	A	485	Ferme de la Muette	Entière	991	991	0
Marolles-sur-Seine	A	486	Ferme de la Muette	Entière	850	850	0
Marolles-sur-Seine	A	491p	Ferme de la Muette	Partie	19946	17458	16030
Marolles-sur-Seine	A	492p	Ferme de la Muette	Partie	81435	73331	65457
Courcelles-en-Bassée	B	373	La Basse Verrine	Entière	2278	2278	2064
Courcelles-en-Bassée	B	374	La Basse Verrine	Entière	2222	2222	2012
Courcelles-en-Bassée	B	375	La Basse Verrine	Entière	3333	3333	3150
Courcelles-en-Bassée	B	386p	La Basse Verrine	Partie	1565	671	347
Courcelles-en-Bassée	B	399	La Basse Verrine	Entière	1139	1139	1104
Courcelles-en-Bassée	B	400	La Basse Verrine	Entière	3000	3000	1934

Tableau A Page 2 de 5

Courcelles-en-Bassée	B	401	La Basse Verrine	Entière	1321	1321	1321
Courcelles-en-Bassée	B	402	La Basse Verrine	Entière	930	930	930
Courcelles-en-Bassée	B	403	La Basse Verrine	Entière	770	770	770
Courcelles-en-Bassée	B	404	La Basse Verrine	Entière	724	724	724
Courcelles-en-Bassée	B	405	La Basse Verrine	Entière	92146	92146	88874
Courcelles-en-Bassée	B	406	La Basse Verrine	Entière	745	745	745
Courcelles-en-Bassée	B	407	La Basse Verrine	Entière	744	744	744
Courcelles-en-Bassée	B	408	La Basse Verrine	Entière	3997	3997	3997
Courcelles-en-Bassée	B	409	La Basse Verrine	Entière	1109	1109	1109
Courcelles-en-Bassée	B	410	La Basse Verrine	Entière	1611	1611	1407
Courcelles-en-Bassée	B	411	La Basse Verrine	Entière	420	420	175
Courcelles-en-Bassée	B	412	La Basse Verrine	Entière	461	461	461
Courcelles-en-Bassée	B	413	La Basse Verrine	Entière	2757	2757	2757
Courcelles-en-Bassée	B	414	La Basse Verrine	Entière	1568	1568	1568
Courcelles-en-Bassée	B	415	La Basse Verrine	Entière	2901	2901	2901
Courcelles-en-Bassée	B	416	La Basse Verrine	Entière	3837	3837	3837
Courcelles-en-Bassée	B	417	Le Fief de Montigny	Entière	8021	8021	8021
Courcelles-en-Bassée	B	418	Le Fief de Montigny	Entière	3607	3607	3607
Courcelles-en-Bassée	B	419	Le Fief de Montigny	Entière	3684	3684	3684
Courcelles-en-Bassée	B	420	Le Fief de Montigny	Entière	1897	1897	1897
Courcelles-en-Bassée	B	421p	Le Fief de Montigny	Partie	52121	51401	46181
Courcelles-en-Bassée	B	422	Le Fief de Montigny	Entière	2000	2000	1690
Courcelles-en-Bassée	B	423	Le Fief de Montigny	Entière	470	470	470
Courcelles-en-Bassée	B	424	Le Fief de Montigny	Entière	1920	1920	1920
Courcelles-en-Bassée	B	489	Les Aulnettes	Entière	10342	10342	10207
Courcelles-en-Bassée	B	490	Les Aulnettes	Entière	4661	4661	4455
Courcelles-en-Bassée	B	491	Les Aulnettes	Entière	2045	2045	2045
Courcelles-en-Bassée	B	492	Les Aulnettes	Entière	1255	1255	1255
Courcelles-en-Bassée	B	493	Les Aulnettes	Entière	4025	4025	3171
Courcelles-en-Bassée	B	494	Les Aulnettes	Entière	953	953	193
Courcelles-en-Bassée	B	495	Les Aulnettes	Entière	953	953	822
Courcelles-en-Bassée	B	496	Les Aulnettes	Entière	953	953	828
Courcelles-en-Bassée	B	497	Les Aulnettes	Entière	953	953	828

Tableau A Page 3 de 5

Courcelles-en-Bassée	B	498	Les Aulnettes	Entière	864	864	752
Courcelles-en-Bassée	B	499	Les Aulnettes	Entière	893	893	778
Courcelles-en-Bassée	B	500	Les Aulnettes	Entière	912	912	799
Courcelles-en-Bassée	B	501	Les Aulnettes	Entière	925	925	788
Courcelles-en-Bassée	B	502	Les Aulnettes	Entière	675	675	602
Courcelles-en-Bassée	B	503	Les Aulnettes	Entière	664	664	596
Courcelles-en-Bassée	B	504	Les Aulnettes	Entière	580	580	580
Courcelles-en-Bassée	B	505	Les Aulnettes	Entière	1800	1800	1800
Courcelles-en-Bassée	B	506	Les Aulnettes	Entière	2122	2122	1500
Courcelles-en-Bassée	B	507	Les Aulnettes	Entière	148	148	0
Courcelles-en-Bassée	B	508	Les Aulnettes	Entière	112	112	0
Courcelles-en-Bassée	B	513	Les Aulnettes	Entière	1115	1115	656
Courcelles-en-Bassée	B	514	Les Aulnettes	Entière	411	411	307
Courcelles-en-Bassée	B	517	Les Aulnettes	Entière	485	485	383
Courcelles-en-Bassée	B	518	Les Aulnettes	Entière	2479	2479	2195
Courcelles-en-Bassée	B	520	Les Aulnettes	Entière	653	653	604
Courcelles-en-Bassée	B	521	Les Aulnettes	Entière	643	643	592
Courcelles-en-Bassée	B	524	Les Aulnettes	Entière	691	691	649
Courcelles-en-Bassée	B	525	Les Aulnettes	Entière	967	967	906
Courcelles-en-Bassée	B	527	Les Aulnettes	Entière	2310	2310	2178
Courcelles-en-Bassée	B	528	Les Aulnettes	Entière	1197	1197	1197
Courcelles-en-Bassée	B	529	Les Aulnettes	Entière	1082	1082	1062
Courcelles-en-Bassée	B	530	Les Aulnettes	Entière	1011	1011	373
Courcelles-en-Bassée	B	568	La Haute Verrine	Entière	7542	7542	7542
Courcelles-en-Bassée	B	569	La Haute Verrine	Entière	8452	8452	8452
Courcelles-en-Bassée	B	570	La Haute Verrine	Entière	4327	4327	4327
Courcelles-en-Bassée	B	571	La Haute Verrine	Entière	4829	4829	4783
Courcelles-en-Bassée	B	572	La Haute Verrine	Entière	47097	47097	43211
Courcelles-en-Bassée	B	580	La Haute Verrine	Entière	2106	2106	355
Courcelles-en-Bassée	B	581	La Haute Verrine	Entière	3277	3277	3091
Courcelles-en-Bassée	B	586	La Haute Verrine	Entière	5031	5031	4732
Courcelles-en-Bassée	B	587	La Haute Verrine	Entière	5015	5015	4721
Courcelles-en-Bassée	B	588	La Haute Verrine	Entière	3185	3185	2941
Courcelles-en-Bassée	B	589	La Haute Verrine	Entière	1352	1352	1194
Courcelles-en-Bassée	B	598	La Muette	Entière	16800	16800	16407
Courcelles-en-Bassée	B	599	La Muette	Entière	17300	17300	17300
Courcelles-en-Bassée	B	600	La Muette	Entière	660	660	660
Courcelles-en-Bassée	B	601	La Muette	Entière	665	665	665
Courcelles-en-Bassée	B	602	La Muette	Entière	1360	1360	1360
Courcelles-en-Bassée	B	603	La Muette	Entière	1837	1837	1837
Courcelles-en-Bassée	B	604	La Muette	Entière	1843	1843	1843

Tableau A Page 4 de 5

Courcelles-en-Bassée	B	605	La Muette	Entière	2230	2230	2230
Courcelles-en-Bassée	B	606	La Muette	Entière	1617	1617	1617
Courcelles-en-Bassée	B	607	La Muette	Entière	1670	1670	1670
Courcelles-en-Bassée	B	608	La Muette	Entière	2972	2972	2972
Courcelles-en-Bassée	B	609	La Muette	Entière	3166	3166	3166
Courcelles-en-Bassée	B	610	La Muette	Entière	1692	1692	1692
Courcelles-en-Bassée	B	611	La Muette	Entière	16611	16611	15687
Courcelles-en-Bassée	B	612	La Muette	Entière	7522	7522	7196
Courcelles-en-Bassée	B	613	La Muette	Entière	2092	2092	2003
Courcelles-en-Bassée	B	614	La Muette	Entière	2057	2057	1958
Courcelles-en-Bassée	B	615	La Muette	Entière	3924	3924	3775
Courcelles-en-Bassée	B	616	La Muette	Entière	3915	3915	3871
Courcelles-en-Bassée	B	669	La Muette	Entière	2100	2100	984
Courcelles-en-Bassée	B	697	La Basse Verrine	Entière	435	435	0
Courcelles-en-Bassée	B	701p	La Basse Verrine	Partie	1490	1488	887
Courcelles-en-Bassée	B	702	La Basse Verrine	Entière	1444	1444	706
Courcelles-en-Bassée	CR	10p		Partie	723	723	0
Courcelles-en-Bassée	CR	12p		Partie	5864	5562	3969
Marolles-sur-Seine	CR	13		Entière	1771	1771	1469
Marolles-sur-Seine	CR	13B		Entière	2879	2879	2241
Courcelles-en-Bassée	CR	17p		Partie	3466	2720	815
Marolles-sur-Seine	CR	18p		Partie	8619	5489	5308
Les Pâtures Communales							
Marolles-sur-Seine	A	265	Les Pâtures Communales	Entière	329222	329222	309815
Marolles-sur-Seine	A	272p	Les Pâtures Communales	Partie	15046	10798	7615
Marolles-sur-Seine	A	477p	Les Pâtures Communales	Partie	40730	26737	21070
Les Jachères							
Marolles-sur-Seine	A	315	Les Jachères	Entière	16835	16835	13766
Marolles-sur-Seine	A	318	Les Jachères	Entière	9163	9163	8296
Marolles-sur-Seine	A	319	Les Jachères	Entière	25280	25280	22995
Marolles-sur-Seine	A	322p	Les Jachères	Partie	11757	7542	5896
Marolles-sur-Seine	A	323	Les Jachères	Entière	1067	1067	1067
Marolles-sur-Seine	A	411	Le Bois de l'Hôtel Dieu	Entière	11417	11417	11156
Marolles-sur-Seine	A	412	Le Bois de l'Hôtel Dieu	Entière	2800	2800	2740
Marolles-sur-Seine	A	413	Le Bois de l'Hôtel Dieu	Entière	2788	2788	2728
Marolles-sur-Seine	A	414	Le Bois de l'Hôtel Dieu	Entière	13201	13201	12923
Marolles-sur-Seine	A	415	Le Bois de l'Hôtel Dieu	Entière	9027	9027	8830

Tableau A Page 5 de 5

Marolles-sur-Seine	A	416p	Le Bois de l'Hôtel Dieu	Partie	4245	4097	3840
Marolles-sur-Seine	A	417p	Le Bois de l'Hôtel Dieu	Partie	12195	10098	9115
Marolles-sur-Seine	A	437	Au Levant des Jachères	Entière	18952	18952	18826
Marolles-sur-Seine	A	438p	Au Levant des Jachères	Entière	2346	2346	1335
Marolles-sur-Seine	A	439p	Au Levant des Jachères	Partie	47432	37175	20849
Marolles-sur-Seine	CR	18p		Partie		2325	0
Marolles-sur-Seine	CR	20Bp		Partie	6495	1961	1846

La Noue Maupoix

Marolles-sur-Seine	A	351	La Noue Maupoix	Entière	1443	1443	288
Marolles-sur-Seine	A	352p	La Noue Maupoix	Partie	4763	3898	1211
Marolles-sur-Seine	A	353	La Noue Maupoix	Entière	5588	5588	5552
Marolles-sur-Seine	A	354	La Noue Maupoix	Entière	1487	1487	1353
Marolles-sur-Seine	A	355	La Noue Maupoix	Entière	1516	1516	1389
Marolles-sur-Seine	A	356p	La Noue Maupoix	Partie	20341	19624	18747
Marolles-sur-Seine	A	359p	La Noue Maupoix	Partie	27654	22914	21967

La Pièce Ronde

Courcelles-en-Bassée	C	148	Le Buissonnet	Entière	3440	3440	2716
Courcelles-en-Bassée	C	151p	Le Buissonnet	Partie	27135	19439	17574
Courcelles-en-Bassée	C	152p	Le Buissonnet	Partie	3265	1470	266
Courcelles-en-Bassée	C	200p	Les Dix Arpents	Partie	19155	16401	12056
Courcelles-en-Bassée	C	201p	Les Dix Arpents	Partie	7405	186	0
Courcelles-en-Bassée	C	202p	La Pièce Ronde	Partie	20645	0	0
Courcelles-en-Bassée	C	203p	La Pièce Ronde	Partie	14605	1929	910
Courcelles-en-Bassée	C	204	La Pièce Ronde	Entière	1480	1480	1480
Courcelles-en-Bassée	C	206	La Pièce Ronde	Entière	5900	5900	5674
Courcelles-en-Bassée	C	377p	Le Buissonnet	Partie	69028	66677	57644
Courcelles-en-Bassée	C	378	La Grange	Entière	21614	21614	18930
Courcelles-en-Bassée	C	381p	La Pièce Ronde	Partie	94230	92860	87567
Courcelles-en-Bassée	ZE	34p	Le Chapitre	Partie	150463	149822	139811
Total					2380884	2174823	1962750

Tableau B - Parcelles refusées Page 1 de 2

Commune	Section	Numéro	Lieudit	partie/ entière	surface cadastrale (m²)	surface de refusée (m²)	MOTIF DE REFUS (EVITEMENT)
---------	---------	--------	---------	--------------------	-------------------------------	-------------------------------	-------------------------------

Marolles-sur-Seine	A	384	Ferme de la Muette	Entière	4497	4497	SIC
Marolles-sur-Seine	A	385	Ferme de la Muette	Entière	1566	1566	SIC
Marolles-sur-Seine	A	386	Ferme de la Muette	Entière	120	120	SIC
Marolles-sur-Seine	A	387	Ferme de la Muette	Entière	220	220	SIC
Marolles-sur-Seine	A	388	Ferme de la Muette	Entière	2143	2143	SIC
Marolles-sur-Seine	A	390	Ferme de la Muette	Entière	80	80	SIC
Marolles-sur-Seine	A	391	Ferme de la Muette	Entière	70	70	SIC
Courcelles-en-Bassée	B	389pp	La Basse Verrine	Partie	14278	14063	SIC
Courcelles-en-Bassée	B	425	Le Fief de Montigny	Entière	1537	1537	SIC
Courcelles-en-Bassée	B	426	Le Fief de Montigny	Entière	295	295	SIC
Courcelles-en-Bassée	B	427	Le Fief de Montigny	Entière	2369	2369	SIC
Courcelles-en-Bassée	B	428	Le Fief de Montigny	Entière	51875	51875	SIC
Courcelles-en-Bassée	B	643	La Mare Des Saules	Entière	387	387	SIC
Courcelles-en-Bassée	B	644	La Mare Des Saules	Entière	15825	15825	SIC
Courcelles-en-Bassée	B	645	La Mare Des Saules	Entière	6241	6241	SIC
Courcelles-en-Bassée	B	690	La Basse Verrine	Entière	3000	3000	SIC
Courcelles-en-Bassée	B	691pp	La Basse Verrine	Partie	13215	3479	SIC
Courcelles-en-Bassée	A	484pp	Ferme de la Muette	Partie	238884	858	Boisement
Total					356602	107767	

Les Pâtures Communales							
Marolles-sur-Seine	A	272pp	Les Pâtures Communales	Partie	15046	4248	fructifiée humide et jeunes plantations de feuillus
Marolles-sur-Seine	A	477pp	Les Pâtures Communales	Partie	40730	14293	
Total					55776	18541	

Tableau B - Parcelles refusées Page 2 de 2

Commune	Section	Numéro	Lieu dit	partie/ entière	surface cadastrale (m²)	surface de refusée (m²)	MOTIF DE REFUS (EVITEMENT)
---------	---------	--------	----------	--------------------	-------------------------------	-------------------------------	-------------------------------

Les Jachères							
Marolles-sur-Seine	A	314pp	Les Jachères	Partie	17068	1442	boisements alluviaux
Marolles-sur-Seine	A	316pp	Les Jachères	Partie	4257	2213	
Marolles-sur-Seine	A	317pp	Les Jachères	Partie	4235	3139	
Marolles-sur-Seine	A	320pp	Les Jachères	Partie	42131	17148	
Marolles-sur-Seine	A	322pp	Les Jachères	Partie	11757	4215	
Marolles-sur-Seine	A	321	Les Jachères	Entière	3517	3517	
Marolles-sur-Seine	A	438pp	Au Levant des Jachères	Partie	2346	2014	
Marolles-sur-Seine	A	439pp	Au Levant des Jachères	Partie	47432	654	
Total					132743	34342	

La Pièce Ronde							
Courcelles-en-Bassée	C	202pp	La Pièce Ronde	Partie	20645	11946	0
Courcelles-en-Bassée	C	203pp	La Pièce Ronde	Partie	14605	9113	0
Courcelles-en-Bassée	ZE	11	Le Chapitre	Entière	2240	2240	gite chiroptère
Total					37490	23299	

TABLEAU C 1/1

Commune	Section	Numéro	Lieu-dit	partie/	surface	surface des	surface
				entière	cadastrale	infrastructures	e
					(m²)	(m²)	(m²)
		(bois)					
Liaison entre le secteur des Pâtures Communales et le quai de chargement/déchargement (boisée)							
Marolles-sur-Seine	A	279p	Le Champs Lucas	Partie	5400	1575	0
Marolles-sur-Seine	A	280p	Le Champs Lucas	Partie	600	225	0
Marolles-sur-Seine	A	282p	Le Champs Lucas	Partie	29420	450	0
Total					35420	2250	0
Liaison entre les secteurs de La Muette, de La Place Ronde et de la Noue Maupoix							
Marolles-sur-Seine	A	350	La Noue Maupoix	Partie	1510	100	0
Marolles-sur-Seine	A	382	Ferme de La Muette	Partie	123697	250	0
Marolles-sur-Seine	A	383	Ferme de La Muette	Partie	8030	1200	0
Courcelles-en-Bassée	B	646	La Mare des Saules	Partie	473	400	0
Courcelles-en-Bassée	B	648	La Mare des Saules	Partie	22352	550	0
Courcelles-en-Bassée	B	656	La Mare des Saules	Partie	5927	300	0
Courcelles-en-Bassée	B	657	La Mare des Saules	Partie	3872	70	0
Courcelles-en-Bassée	B	658	La Mare des Saules	Partie	3735	200	0
Courcelles-en-Bassée	B	659	La Mare des Saules	Partie	3467	200	0
Courcelles-en-Bassée	B	660	La Mare des Saules	Partie	6450	300	0
Courcelles-en-Bassée	B	661	La Mare des Saules	Partie	3840	150	0
Courcelles-en-Bassée	ZE	12	Le Chapitre	Partie	5010	2350	0
Courcelles-en-Bassée	ZE	13	Le Chapitre	Partie	61400	1050	0
Total					249763	7120	0
Liaison entre les secteurs de La Muette et des Jachères							
Marolles-sur-Seine	A	410	Le Bois de l'Hôtel-Dieu	Partie	1117	50	0
Marolles-sur-Seine	A	416	Le Bois de l'Hôtel-Dieu	Partie	4245	400	0
Marolles-sur-Seine	A	417	Le Bois de l'Hôtel-Dieu	Partie	12195	100	0
Marolles-sur-Seine	A	418	Le Bois de l'Hôtel-Dieu	Partie	31574	450	0
Total					49131	1000	0

TABLEAU D 41

Commune	Section	Numéro	Lieu-dit	partie/	surface	surface de	surface
				entière	cadastrale	objet des	exploitable
					(m²)	(m²)	(m²)
Conservation d'habitats d'intérêt							
Marolles-sur-Seine	A	395	Ferme de la Muette	Partie	11655	Bâtiments	0
Courcelles-en-Bassée	C	202	La Pièce Ronde	Entière	20645	20645	0
Courcelles-en-Bassée	C	203	La Pièce Ronde	Entière	14605	14605	0
Courcelles-en-Bassée	ZE	11	Le Chapitre	Entière	2240	2240	0
Total					49145	37490	0
Remise en prairie							
Marolles-sur-Seine	A	258	Les Pâtures Communales	Entière	14427	14427	0
Marolles-sur-Seine	A	263	Les Pâtures Communales	Entière	36276	36276	0
Marolles-sur-Seine	A	478	Les Pâtures Communales	Entière	40530	40530	0
Total					91233	91233	0
Réouverture des berges de l'Auxence							
Marolles-sur-Seine	A	310	Le Champs Lucas	Entière	23760	220 m.l.	0
Marolles-sur-Seine	A	314p	Les Jachères	Partie	17068	155 m.l.	0
Marolles-sur-Seine	A	320p	Les Jachères	Partie	42131	100 m.l.	0
Marolles-sur-Seine	A	445p	La Grande Ile	Partie	9623	450 m.l.	0
Marolles-sur-Seine	A	447p	La Petite Ile	Partie	28099	300 m.l.	0
Total					120881	1225 mil.	0
Restauration et entretien de mégaphorbières							
Marolles-sur-Seine	A	269p	Les Pâtures Communales	Partie	21320	16000	0
Marolles-sur-Seine	A	271p	Les Pâtures Communales	Partie	26400	13000	0
Marolles-sur-Seine	A	279	Le Champs Lucas	Entière	5400	5400	0
Marolles-sur-Seine	A	282p	Le Champs Lucas	Partie	29420	10000	0
Marolles-sur-Seine	A	283p	Le Champs Lucas	Partie	16060	4000	0
Marolles-sur-Seine	A	302	Le Champs Lucas	Entière	4238	4238	0
Marolles-sur-Seine	A	305	Le Champs Lucas	Entière	1770	1770	0
Marolles-sur-Seine	A	306	Le Champs Lucas	Entière	13606	13606	0
Marolles-sur-Seine	A	307	Le Champs Lucas	Entière	1480	1480	0
Marolles-sur-Seine	A	310	Le Champs Lucas	Entière	23760	23760	0
Marolles-sur-Seine	A	320p	Les Jachères	Partie	42131	10000	0
Total					143454	103254	0

TABLEAU E.

Commune	Section	Numéro	Lieu-dit	partie/ entière	surface cadastrale	surface de demande*
					(m²)	(m²)
Marolles-sur-Seine	A	384	Ferme de la Muette	Entière	4497	4497
Marolles-sur-Seine	A	385	Ferme de la Muette	Entière	1566	1566
Marolles-sur-Seine	A	386	Ferme de la Muette	Entière	120	120
Marolles-sur-Seine	A	387	Ferme de la Muette	Entière	220	220
Marolles-sur-Seine	A	388	Ferme de la Muette	Entière	2143	2143
Marolles-sur-Seine	A	390	Ferme de la Muette	Entière	80	80
Marolles-sur-Seine	A	391	Ferme de la Muette	Entière	70	70
Courcelles-en-Bassée	B	389p	La Basse Verrine	Partie	14278	14063
Courcelles-en-Bassée	B	425	Le Fief de Montigny	Entière	1537	1537
Courcelles-en-Bassée	B	426	Le Fief de Montigny	Entière	295	295
Courcelles-en-Bassée	B	427	Le Fief de Montigny	Entière	2369	2369
Courcelles-en-Bassée	B	428	Le Fief de Montigny	Entière	51875	51875
Courcelles-en-Bassée	B	643	La Mare Des Saules	Entière	387	387
Courcelles-en-Bassée	B	644	La Mare Des Saules	Entière	15825	15825
Courcelles-en-Bassée	B	645	La Mare Des Saules	Entière	6241	6241
Courcelles-en-Bassée	B	690	La Basse Verrine	Entière	3000	3000
Courcelles-en-Bassée	B	691p	La Basse Verrine	Partie	13215	3479
Total					117718	107767

Lorsqu'il a connaissance d'un remembrement ou d'une modification cadastrale affectant les parcelles ci-dessus, l'exploitant en informe l'inspection des installations classées a minima lors de la transmission des plans établis en application de l'article III-19 du présent arrêté.

I.3.2 - Périmètre de l'autorisation :

Un plan cadastré au 1/5000ème précisant le périmètre de la carrière est annexé au présent arrêté.

I.3.3 - Tonnage d'extraction

Le gisement de sables et graviers à extraire est estimé à 11 millions de tonnes.

Une production maximale annuelle de 900 000 tonnes par an les 10 premières années puis de 600 000 tonnes par an est autorisée.

Article I-4 : Caractéristiques de l'installation de traitement

Pas d'installation de traitement.

Un ensemble de bandes transporteuses et un quai de chargement/déchargement en rive droite sont mis en place.

Article I-5 : Horaires d'activités

Les horaires d'activités sont compris entre 7 h 00 et 20 h du lundi au vendredi, sauf jours fériés.

Article I-6 : Installations non visées à la nomenclature ou soumises à déclaration

Les prescriptions de la présente autorisation s'appliquent également aux installations ou équipements exploités par le titulaire de l'autorisation qui, mentionnés ou non à la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, sont de nature, par leur proximité ou leur connexité avec les installations autorisées, à modifier les dangers ou inconvénients de ces installations.

CHAPITRE II : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article II-1 : Conformité au dossier

La présente autorisation est accordée dans les conditions du dossier de demande sous réserve du droit des tiers et sans préjudice du respect des prescriptions du présent arrêté (relatives notamment au périmètre autorisé, à la remise en état, aux conditions d'apport de matériaux extérieurs, aux mesures compensatoires) et des autres réglementations en vigueur.

En particulier, l'exploitation est conduite et les terrains exploités remis en état par phases coordonnées, au plan de phasage et de remise en état mentionnés à l'article III.14 annexés au présent arrêté, aux indications et engagements contenus dans le dossier de demande en tout ce qui n'est pas contraire aux dispositions du présent arrêté.

Article II-2 : Modifications

Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, aux conditions d'exploitation ou de remise en état, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Article II-3 : Contrôles et analyses

Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté et ses éventuels compléments, l'inspection des installations classées peut demander, en cas de besoin, la réalisation, inopinée ou non, de prélèvements et des analyses des effluents liquides ou gazeux, de déchets, de sols, de matériaux de remblais, l'exécution de mesures de niveaux sonores et vibrations, la réalisation de plans ou l'estimation des volumes de matériaux stockés. Ils sont exécutés par un organisme tiers qu'elle a choisi à cet effet ou soumis à son approbation s'il n'est pas agréé, dans le but de vérifier, en présence de l'inspection des installations classées en cas de contrôle inopiné, le respect d'un texte réglementaire pris en application de la législation sur les installations classées.

L'inspecteur des installations classées et les agents chargés de la police de l'eau ont en permanence libre accès aux installations afin d'y effectuer les contrôles relevant de leurs missions propres.

Les dépenses correspondant à l'exécution des analyses, expertises ou contrôles nécessaires pour l'application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article II-4 : Fin d'exploitation

L'extraction doit cesser à une date dégageant le délai nécessaire à l'exécution des travaux de remise en état du site par rapport à l'échéance de la présente autorisation d'exploitation.

La remise en état finale intervient au plus tard six mois avant l'échéance de la présente autorisation.

L'exploitant adresse au préfet au moins six mois avant l'arrêt définitif, la notification d'arrêt définitif prévue à l'article R.512-39-1 du code de l'environnement. La notification indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux et celle des déchets présents sur le site ;
- des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

En outre l'exploitant doit placer le site dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions de l'article III-14 du présent arrêté.

Par ailleurs, l'exploitant adresse au préfet au moins quatre mois avant l'échéance de la présente autorisation un dossier comportant :

- le plan topographique et bathymétrique à jour du périmètre autorisé, rattaché au nivellement général de la France (système NGF Normal) (une courbe tous les 20 cm) ;

- le plan de remise en état définitif ;

- un mémoire sur l'état du site où sont notamment précisées les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et L.211-1 compte tenu des types d'usage prévus pour le site :

- les incidents intervenus au cours de l'exploitation ;
- les conséquences prévisibles de la fin d'activité sur le milieu ;
- l'évacuation et l'élimination des produits dangereux, polluants et déchets ;
- l'éventuelle dépollution des sols et eaux souterraines ;
- les mesures de maîtrise de risque liées au sol éventuellement nécessaires ;
- les mesures de maîtrise des risques liées aux eaux souterraines ou superficielles

éventuellement polluées, selon leur usage ou celui défini par les documents de planification en vigueur ;

- en cas de besoins la surveillance à exercer, les mesures compensatoires et de surveillance éventuellement nécessaires afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 et L.211-1 du code de l'environnement ;
- les limitations ou interdictions concernant l'aménagement ou l'utilisation du sol ou du sous-sol accompagnées, le cas échéant, des dispositions proposées par l'exploitant pour mettre en œuvre des servitudes ou des restrictions d'usage ;
- l'évacuation et l'élimination des produits dangereux, polluants et déchets ;
- la liste à jour des propriétaires fonciers et leurs adresses.

La conformité des travaux de remise en état est constatée par procès-verbal de récolement établi par l'inspection des installations classées. Le constat de conformité met fin à l'obligation de constitution de garanties financières.

Le procès-verbal de récolement ne peut en aucune façon être assimilé à un quitus donné à l'exploitant. Le préfet demeure compétent pour imposer des prescriptions complémentaires s'il apparaît que les travaux réalisés s'avèrent insuffisants pour garantir la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-11 du code de l'environnement.

L'exploitant communique au préfet dans les deux mois qui suivent le comblement des piézomètres ou forage, un rapport de travaux précisant les références de l'ouvrage comblé, l'aquifère précédemment surveillé ou exploité à partir de ces ouvrages, les travaux de comblement effectués. Cette formalité met fin aux obligations d'entretien et de surveillance de ces ouvrages. Ce rapport de travaux est distinct et postérieur au mémoire prévu ci-dessus.

Article II-5 : Accidents et incidents

L'exploitant est tenu, dès qu'il en a connaissance, de prendre ou faire prendre toutes les mesures possibles pour mettre fin à la cause de danger ou d'atteinte au milieu naturel y compris aquatique, pour évaluer les conséquences de l'incident et pour y remédier.

Le préfet et le maire sont informés, dans les meilleurs délais, de tout incident ou accident présentant un danger pour la sécurité civile, la qualité, la circulation ou la conservation des eaux.

Les agents des services publics d'incendie et de secours ont accès aux propriétés privées pour mettre fin aux causes de danger ou d'atteinte au milieu aquatique et prévenir ou limiter les conséquences de l'incident ou de l'accident.

L'exploitant déclare dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents de toute nature survenus du fait du fonctionnement du site qui sont de nature à porter atteinte à la commodité du voisinage, à la santé, à la sécurité ou la salubrité publique, à l'agriculture, à la protection de la nature et de l'environnement, à la conservation des sites, paysages et monuments. Il précise dans un rapport les origines et les causes du phénomène, les conséquences, les effets sur les personnes, les biens et l'environnement, les mesures prises et/ou envisagées pour y pallier et celles prises et/ou envisagées pour éviter qu'il ne se reproduise.

Article II-6 : Changement d'exploitant

Le changement d'exploitant des installations visées au présent arrêté est soumis à autorisation préfectorale préalable.

Le dossier de demande adressé au préfet comprend notamment :

- une demande signée conjointement par le concessionnaire et le cédant ;
- les documents établissant les capacités techniques et financières du concessionnaire ;

- la constitution des garanties financières par le concessionnaire, d'un montant correspondant à la période quinquennale en cours définie à l'article V-1 du présent arrêté et actualisé selon les modalités prévues à l'article V-2 du présent arrêté ;
- l'attestation du concessionnaire du droit de propriété ou d'utilisation des terrains.

CHAPITRE III : DISPOSITIONS PARTICULIÈRES AUX CARRIÈRES

Section 1 : Aménagements préliminaires

Article III-1 : Information du public

L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès à la carrière des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.

Article III-2 : Bornage et piézomètres

L'exploitant fait planter :

- des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation, y compris les parcelles enclavées (si nécessaire fait planter de nouvelles bornes),
- les bornes de nivellement permettant d'établir périodiquement des relevés topographiques des différentes zones remises en état et du fond de fouille.

Les bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.

-Les piézomètres prévus cf rubrique I.1.1.0

Article III-3 : Eaux de ruissellement

Si nécessaire, un réseau de dérivation empêchant les eaux de ruissellement d'atteindre la zone en exploitation est mis en place à la périphérie de cette zone.

Article III-4 : Accès

Accès routier : La carrière dispose de plusieurs accès : par la RD 18 et par la RD 29 (VL uniquement). Ces accès ne sont pas utilisés pour évacuer ou recevoir des matériaux. Les débouchés du site sur la voirie publique sont signalés et aménagés pour ne pas créer de risque pour la sécurité publique.

Accès voie d'eau :

Un quai de chargement et de déchargement est mis en place au plus près du pont de la RD 29 en rive droite de la Seine.

Les barges venant de l'aval accosteront en marche avant et repartiront en marche arrière le pousseur se trouvant côté pont.

L'exploitant avertira l'inspection des installations classées et le service chargé de la police de l'eau une semaine avant le début des travaux de réalisation du quai lesquels sont conditionnés par la mise en service préalable d'une aire étanche permettant le remplissage des réservoirs des engins dans le secteur des pâtures communales, le balisage strict de l'emprise des travaux et la présence de matériel destiné à lutter contre les pollutions accidentelles des cours d'eau (barrages flottants, produits absorbants) (cf mesures d'accompagnement décrites page 74 de l'étude d'impact écologique et d'incidence Natura 2000 du quai de chargement)

Le ravitaillement des véhicules et engins de manutention de chantier sera réalisé sur l'aire étanche ci-dessus, qui sera l'unique lieu de stockage des consommables du chantier dans les conditions du présent arrêté. L'entretien des engins est systématiquement réalisé en atelier, hors site.

Toutes les mesures conservatoires seront prises pour limiter l'impact des travaux sur le milieu naturel afin notamment d'éviter tout déversement accidentel de produits polluants dans le milieu naturel et la remise massive de matières en suspension dans les eaux de la Seine.

Dès la fin des travaux l'exploitant adressera à l'inspection des installations classées, au service chargé de la police de l'eau et au service chargé de la gestion du domaine public fluvial les plans de récolement des travaux réalisés, signés et certifiés conformes.

Article III-5 : Déclaration de mise en service

S'agissant d'une poursuite d'exploitation, l'exploitant transmet au préfet, au plus tard le 31 décembre 2014, un document attestant la constitution des garanties financières ainsi que le plan de bornage. Ces documents valent déclaration de mise en service de l'installation au sens de l'article R.512-74 et R.514-3-1 du code de l'environnement. Le document attestant la constitution de garanties financières, dont le montant et les modalités d'actualisation sont fixés au chapitre V du présent arrêté, est conforme au modèle fixé par arrêté ministériel.

L'exploitant y joint :

- tous les éléments concernant les piézomètres (identification caractéristiques techniques, horizon capté, coordonnées Lambert, un document attestant du dernier contrôle décennal...)

Section 2 : Conduite de l'exploitation à ciel ouvert

L'exploitation de la carrière est conduite, suivant le plan de phasage joint en annexe du présent arrêté.

Sans préjudice du respect des législations et réglementations applicables et des mesures de police prescrites, les travaux sont conduits conformément aux dispositions du décret n° 80.331 du 7 mai 1980 modifié portant règlement général des industries extractives.

La circulation, le dépôt de matériaux ou de matériel sont interdits sur les bandes de 10m en lisière de boisements.

A - Déboisement et défrichement

Article III-6 : Déboisement et défrichement

L'exploitant se conforme aux dispositions de l'arrêté préfectoral autorisant le défrichement nécessaire à l'activité de la carrière à l'intérieur et à l'extérieur de la carrière pour le passage des bandes transporteuses.

Le défrichement aura lieu hors période de nidification et selon l'étude d'impact écologique après repérage des gîtes à chiroptères.

B - Décapage des terrains

Article III- 7: Patrimoine archéologique

Le bénéficiaire de l'autorisation prendra les mesures nécessaires à la prise en compte des risques que l'exploitation est susceptible de faire courir au patrimoine archéologique. En particulier les emprises autorisées à l'extraction font l'objet d'un diagnostic archéologique préalablement au décapage de la terre végétale.

En fonction des résultats de ce diagnostic, une fouille préventive sera ou non prescrite ; dans le cas d'une prescription de fouille, la poursuite de l'exploitation du secteur concerné sera subordonnée à l'achèvement de l'intervention archéologique.

Conformément au code du patrimoine (articles L.531-14 à L.531-16) réglementant en particulier les découvertes fortuites et leur protection, toute découverte de quelque ordre que ce soit (vestige, structure, objet, monnaie,...) est signalée immédiatement auprès du service régional de l'archéologie. Les vestiges découverts ne doivent en aucun cas être détruits. Tout contrevenant est passible des peines prévues aux articles 322-1 et 322-2 du code pénal.

Article III- 8: Technique de décapage

Les travaux de terrassement et de décapage n'auront lieu qu'entre août et février.

Le rabattement de nappe pour la découverte n'est permis que dans certains sous casiers de 2,5ha à 9ha du secteur des pâtures communales et dans les conditions suivantes :

Le niveau de la nappe est mesuré dans les piézomètres du secteur des pâtures communales et les plans d'eau les plus proches en milieu de semaine pendant deux semaines avant tout début de rabattement et pendant toute la durée du rabattement partiel (au plus par période de 4mois à l'étiage).

Une échelle limnimétrique à lecture directe est mise en place par un géomètre dans le casier en rabattement. La cote de rabattement maximale est 46,2m NGF.

Les périodes de rabattement et le fonctionnement de la pompe sont consignés dans un registre.

La pompe a un débit nominal au plus égal à 600m³/h. Elle ne fonctionne que si nécessaire et à l'intérieur de la plage horaire journalière de la carrière, par casiers avec parois semi-étanche. Les eaux d'exhaures sont rejetées dans un autre casier ou dans un fossé de réhydratation de la nappe sans liaison avec un cours d'eau. Conformément à la figure 46 ci-après.

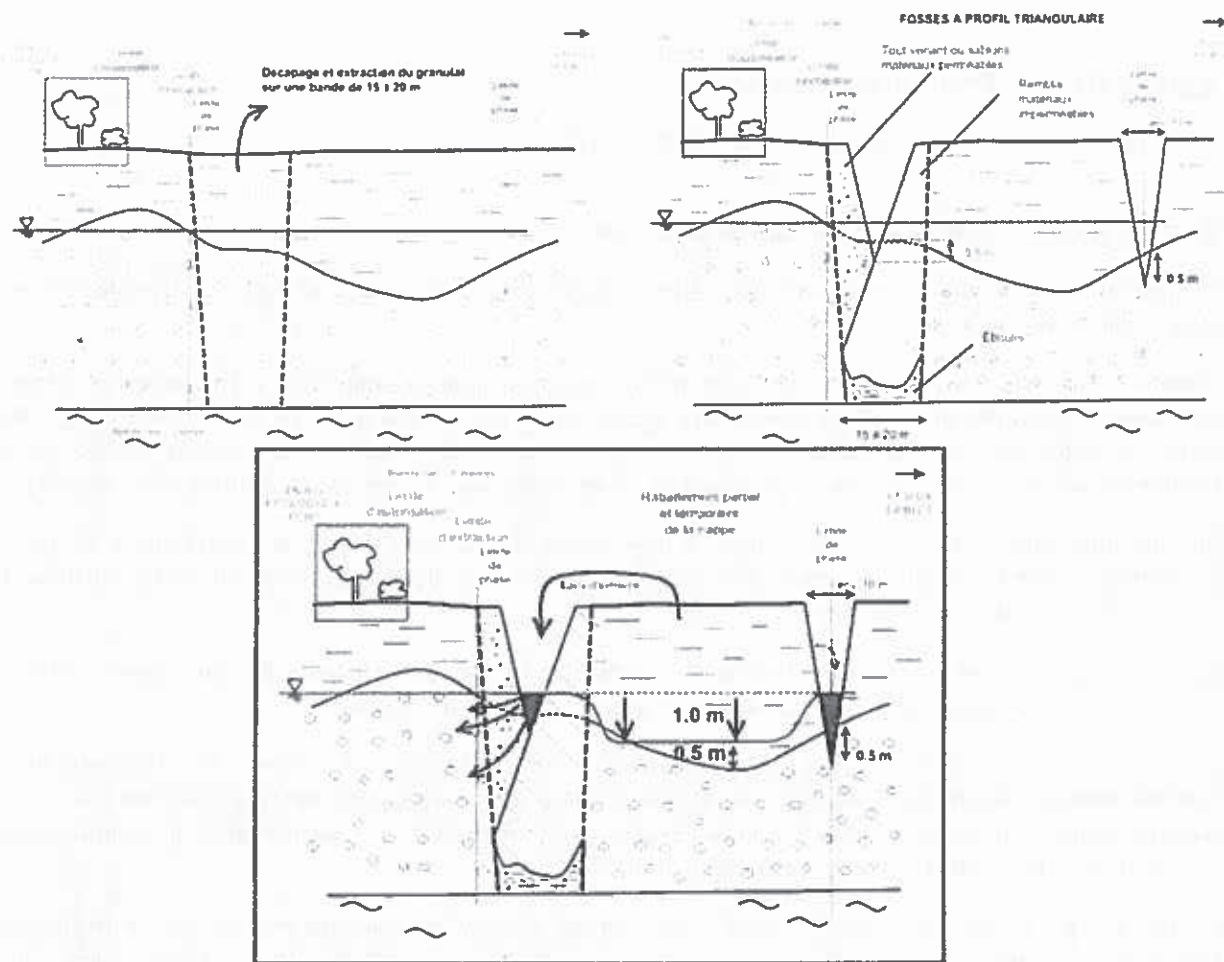


Figure 46 : Modalités de la mise en place des fossés de réinjection

Afin de préserver leur valeur agronomique, les terres végétales présentes sur le site sont stockées sur une hauteur inférieure à 2 mètres. Ces stocks sont constitués par simple déversement sans circulation sur ces terres ainsi stockées.

Le stockage des matériaux inertes issus de la découverte (stériles et terres non polluées) est réalisé, géré et entretenu de manière à assurer sa stabilité physique et à prévenir toute pollution.

C – Extraction

Le gisement sera extrait en eau, à la pelle hydraulique ou à la dragueline, depuis le toit du gisement.

Article III-9 : Épaisseur d'extraction

L'épaisseur du gisement est estimée à 4,50m en moyenne.

- « la muette » : 4,9m ;
- « les pâtures communales » : 5m;
- « pièce ronde » : 6,5m ;
- « la noue Maupoix » : 4,2m
- « les jachères » : 5,3m

Article III-10 : Front d'exploitation

Les fronts de gisement ont une pente maximale de 45°.

Article III-11 : Extraction en nappe alluviale

Les extractions en nappe alluviale dans le lit majeur ne doivent pas faire obstacle à l'écoulement des eaux superficielles.

Durant toute la durée de l'exploitation, le pétitionnaire ne pourra supprimer même momentanément les zones d'écoulement, préférentielles (ruisseau, noue...), notamment les aires de stockage des terres et matériaux ne pourront être orientées transversalement au sens d'écoulement de crue et les chemins d'accès à l'exploitation ne pourront être rehaussés sans être équipés d'ouvrage de décharge.

Sur simple demande du service en charge de la police de l'eau sur la Seine, le pétitionnaire devra, en permanence, être en mesure de repousser les stocks de terre de découverte susceptibles d'entraver le libre écoulement des eaux de crue.

En cas de crue l'exploitant doit surveiller les embâcles au niveau des pieds des convoyeurs, arrêter l'extraction, vider les débourbeurs/déshuileurs et sortir les engins du site.

Après exploitation, toutes les constructions (vestiaires, bureaux...), toutes les infrastructures (transformateur électrique, bandes transporteuses, quais de chargement) devront être démolies. Les matériaux non enlevés devront être repoussés dans la fouille et arasés au niveau des terrains avant exploitation (niveau de 1995 pour le secteur de la muette).

En fin d'exploitation, les plans définitifs de remise en état et d'aménagement de l'exploitation devront être soumis pour accord au service en charge de la police de l'eau de la Seine avant toute exécution. Ces plans devront être dressés sur un plan topographique du terrain rattaché au nivellement général de la France (système NGF Normal).

Après exécution des travaux de remise en état et d'aménagement de l'exploitation, les plans de récolement de ces travaux (rattachés au nivellement général de la France) devront être adressés au service en charge de la police de l'eau de la Seine.

Toutes constructions, plantations, clôtures... devront faire l'objet d'une autorisation préalable du service en charge de la police de l'eau de la Seine.

III-11-2 – Prescriptions relatives à la préservation du domaine public fluvial

Préalablement à l'exploitation, il devra être procédé contradictoirement à la délimitation du Domaine Public Fluvial pour ce qui concerne le passage des bandes transporteuses et le quai de chargement.

III-11-3 – Prescriptions relatives à l'usage du domaine public fluvial

Indépendamment de l'autorisation administrative concernant la réalisation au titre de la loi sur l'eau du quai de chargement, toute installation de matériel fixe ou mobile sur le Domaine Public Fluvial devra faire l'objet d'une demande d'autorisation.

III-11-4 – Prescriptions relatives à la préservation de la qualité des eaux de la Seine

Pas de prélèvement en rivière. Pas de rejet en rivière ni dans un fossé en communication avec un cours d'eau. La pelle du quai de déchargement situé en rive droite sera sur une aire étanche.

Article III-12 : Abattage à l'explosif

Sans objet.

D – Remise en état

Article III-13 : Elimination des produits polluants

Les déchets et produits polluants résultants du fait de l'exploitation sont valorisés ou éliminés vers des installations dûment autorisées au fur et à mesure de l'avancement des travaux jusqu'à la fin de l'exploitation. Les déchets d'industrie extractive provenant du fonctionnement de cette carrière qui participent à la remise en état sont reconnus inertes.

Article III-14 : Remise en état du site (cf plan joint au présent arrêté)

L'exploitant est tenu de remettre en état le site affecté par son activité compte tenu des caractéristiques essentielles du milieu environnant.

L'extraction de matériaux commercialisables doit cesser au plus tard 12 mois avant l'échéance de l'autorisation.

La remise en état du site doit être achevée au plus tard 6 mois avant l'échéance de l'autorisation.

Elle comporte notamment les dispositions suivantes :

- Le nettoyage de l'ensemble des terrains et, d'une manière générale, la suppression de toutes les structures n'ayant pas d'utilité après la remise en état du site (en particulier, bandes transporteuses, les pistes associées hors périmètre carrière (enlèvement des matériaux de stabilisation, enherbe ment par un semis de graminées), transformateur, aires étanches, quai de chargement/déchargement (remblai en berges, plate-forme, pieux, ducs d'albe)).

- L'insertion satisfaisante de l'espace affecté par l'exploitation dans le paysage, compte tenu de la vocation ultérieure du site,

- Une bande de 30 à 40 mètres sera remblayée en appui sur le délaissé de 10 mètres, le long des parcelles boisées.

- La restitution de plans d'eau sans aucun ilot, avec des berges sinueuses et en pentes douces dont certaines perméables pour maintenir l'écoulement naturel de la nappe.

- La restitution des chemins conformément à la carte page 99 de l'étude d'impact.

- Des milieux terrestres humides ouverts (prairies) parcourus de dépressions, chenaux et bosquets pour les Pâtures Communales et la Noue Maupoix

- Un plan d'eau représentant 40 à 45 % de la surface des secteurs des Jachères et de la Pièce Ronde, ceinturés de prairies humides avec mares, bosquets et fourrés

- Un plan d'eau représentant 70 % du secteur de la Muette, ceinturé de grandes zones boisées.

Les opérations de remise en état sont effectuées de façon coordonnées suivant les phases définies dans l'étude d'impact et au schéma d'exploitation et de remise en état joint à l'arrêté (plan de phasage).

L'exploitant notifie chaque phase de remise en état au préfet.

Article III-15 : Remblayage de la carrière

Le remblayage est géré de manière à assurer la stabilité physique des terrains concernés. Les travaux sur les secteurs destinés à être remblayés sont réalisés suivant les règles de l'art. Ces zones remblayées résistent notamment à l'érosion des eaux et restent stables en période de crue et en décrue.

1) Dans le secteur des pâtures communales (et uniquement par voie d'eau) :

Avant le début du remblayage l'exploitant fait procéder à une analyse de type « RP ressource profonde » dans chacun des piézomètres amont/aval entourant le secteur des « pâtures communales ».

Le remblayage de ce secteur est réalisé **uniquement** avec :

- les matériaux extraits du site : terres de découvertes, matériaux non valorisables,
- un apport de terres et pierres naturelles ni polluées ni dépolluées et ne contenant pas de sulfates estimé à 800 000 m³ (1360 000 tonnes).

L'exploitant doit pouvoir justifier à tout moment que les terres et pierres naturelles d'origine extérieure qu'il admet en carrière sont bien des matériaux minéraux inertes, non contaminés ni pollués provenant de chantiers de terrassement préalablement identifiés.

L'exploitant met en place avec les exploitants de plate-forme de collecte avant chargement sur péniche une convention visant à garantir que les matériaux de remblais destinés à cette carrière n'ont pas fait l'objet de tri ni de mélange.

L'exploitant doit à tout moment pouvoir justifier la provenance d'un chargement et tous les intermédiaires depuis le chantier d'origine. Un plan permet de connaître la localisation de chaque apport dans la carrière.

Les apports extérieurs sont accompagnés d'un bordereau de suivi qui indique leur provenance, leur destination, leurs quantités, leurs caractéristiques, les moyens de transport utilisés et le nom du transporteur. Ce bordereau atteste que les matériaux apportés sont conformes à leur destination.

L'exploitant tient à jour un registre ou un document synthétique sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des matériaux, et le nom du transporteur ainsi qu'un plan topographique permettant de localiser les zones mois par mois et les niveaux de remblais correspondant aux données figurant sur le registre.

Les matériaux d'apport extérieur ne peuvent en aucun cas être déversés directement dans la fouille. L'exploitant prend toutes dispositions pour que la personne qu'il a préalablement désignée puisse contrôler la nature des matériaux déchargés, en particulier :

- l'exploitant ou son préposé vérifie la conformité du chargement avec le bordereau de suivi ;
- il fait procéder au déchargement sur une zone aménagée et réservée à cet effet ;
- il vérifie visuellement la nature des matériaux ;
- soit il autorise la mise en remblai, soit il fait recharger les matériaux indésirables et l'indique sur le registre susvisé ; A titre exceptionnel, les matériaux d'apport dont l'exploitant ou son préposé reconnaît, après le départ de la barge, que la nature n'est pas conforme aux prescriptions du présent article peuvent être stockés dans une benne présente sur le site.

Cette benne de refus est évacuée par l'exploitant vers un centre dûment autorisé. Ces différentes opérations sont reportées dans le registre susvisé.

2) Dans les autres secteurs de la carrière :

Le remblayage est géré de manière à assurer la stabilité physique des terrains concernés. Les travaux sur les secteurs destinés à être remblayés sont réalisés suivant les règles de l'art.

Il est réalisé exclusivement avec :

-les matériaux extraits du site : terres de découvertes, matériaux non valorisables, les boues floclées issues du lavage des matériaux, considérées sous certaines conditions comme des déchets inertes de l'industrie extractive. L'exploitant conserve les justificatifs concernant le floclant utilisé ainsi que les résultats des analyses.

Article III-16 : Mesures d'accompagnement et zones humides

1) L'emprise de la carrière (tableau A) comprend des parties de zone humide sur une superficie de 0,4 ha du secteur de la Muette et 0,86 du secteur de la pièce ronde) qui seront impactées par l'activité d'extraction.



Les impacts en phase travaux de ces zones humides sont à maîtriser conformément au dossier d'autorisation.

Pour cela, et également en vue de limiter la surface résiduelle d'eau libre selon les préconisations du schéma départemental des carrières de Seine-et-Marne compatibles avec l'orientation 97 du SDAGE Seine-Normandie, le pétitionnaire créera des zones humides (prairies humides, forêt alluviale, hauts-fonds conformément à ce que prévoit le plan de remise annexé au présent arrêté préfectoral et le tableau faisant la synthèse des milieux créés à l'intérieur du périmètre.

2) **Délais de réalisation :** Les zones humides sont réalisées au fur et à mesure de l'exploitation de la carrière et conformément au plan de remise en état. Leur typologie est équivalente à celle des zones humides impactées afin de compenser les services et fonctions rendus par ces dernières.

Six mois avant le démarrage des travaux de création des zones humides le pétitionnaire devra transmettre un avant-projet à l'inspection des installations classées.

Cet avant-projet contient :

- un plan situant précisément l'emplacement
- le mode d'aménagement et de fonctionnement de la zone humide,
- les mesures de gestion et d'entretien de la zone humide.

Lorsque la réalisation des zones humides est terminée, le pétitionnaire en informe le Préfet.

Suivis : A l'issue des travaux de réalisation des zones humides puis tous les trois ans, le pétitionnaire fait procéder, dans les zones humides ainsi créées à des inventaires floristiques et faunistiques aux périodes biologiquement les plus propices, sur la base du dossier d'autorisation, afin d'évaluer la viabilité des mesures mises en place.

Les résultats des inventaires floristiques et faunistiques font l'objet de rapports qui évaluent le degré d'adéquation entre les résultats des inventaires floristiques et faunistiques et les critères à retenir, en application de l'article R. 211-108 du Code de l'environnement, pour la définition des zones humides mentionnées à l'article L. 211-1 du même code. En fonction de ces résultats, ces rapports se prononcent sur la réussite et la viabilité des zones humides compensatoires et additionnelles mises en œuvre dans le cadre du présent projet.

Un premier rapport d'évaluation est adressé au Préfet, avant le 31 décembre de la première année qui suit la date de réalisation de la zone humide, puis tous les trois ans.

En fonction des résultats du suivi des zones humides, les mesures de gestion ou de compensation qui s'avèreraient éventuellement nécessaires feront l'objet de prescriptions complémentaires.

Mesures conservatoires et de gestion : L'utilisation de produits phytosanitaires, herbicides, fongicides ou de débroussaillants, est interdite sur l'emplacement des zones humides à créer dans le cadre du présent projet.

La modification, l'altération ou la destruction des zones humides créées sont interdites. L'exploitant prend à cet effet, toutes les mesures utiles à la conservation et au maintien de l'intégrité des zones humides résultant de la remise en état de la carrière. Avant expiration de son autorisation d'exploiter, l'exploitant transmet au Préfet la copie des actes attestant de la maîtrise foncière des terrains et de l'engagement à préserver les zones humides restaurées et/ou créées (y compris par un tiers qu'il aura préalablement désigné).

3) Les mesures d'accompagnement prévues sur les parcelles ou partie de parcelles du tableau D sont réalisées au fur et à mesure de l'exploitation et terminées avant le 1 janvier 2025. Un point d'avancement annuel est adressé à l'inspection des installations classées au 1^{er} février de chaque année.



Section 3 : Sécurité du public

Article III-17 : Limitation d'accès

Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est matériellement interdit.

L'accès de l'exploitation est interdit au public. En particulier, une clôture solide et efficace est mise en place autour des zones dangereuses, notamment des chantiers de découverte ou d'exploitation, des convoyeurs, des pistes et du quai de chargement. Des pancartes indiquant le danger sont apposées, d'une part sur le ou les chemins d'accès, aux abords des travaux, d'autre part à proximité du périmètre clôturé.

Article III-18 : Distances limites et zones de protection

Les bords des excavations des carrières à ciel ouvert sont tenus à distance horizontale :

- d'au moins dix mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publique,
- d'au moins 50 mètres de la vieille Seine secteurs « les jachères » et « la muette » et des bras de noues dans les secteurs si la noue fait plus de plus de 7,5m de large,

De plus, l'exploitation du gisement à son niveau le plus bas est arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur.

Section 4 : Plans

Article III-19 : Plans

Il est établi un plan au 1 / 1500 orienté de la carrière sur fond cadastral.

Sur ce plan sont reportés :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres,
- les limites d'extraction compte tenu des distances et zones de protection définies au III-17,
- les zones en cours d'exploitation, les merlons et les stocks
- les zones remblayées avec des apports extérieurs,
- les zones déjà exploitées non remises en état,
- les zones remises en état,
- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs,
- les bandes transporteuses et les pistes,
- la position des bornes et des piézomètres,
- la position des éléments visés à l'article III-17 ci-dessus et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales,
- les valeurs des éléments S1, S2 et L définis à l'article V-1.

Ce plan est remis à jour au moins une fois par an, au 31 décembre de l'année N, et est accompagné de toutes indications qualitatives et quantitatives permettant d'assurer le suivi des travaux d'exploitation et de remise en état (dont notamment la surface autorisée restant à exploiter, les réserves autorisées restant à exploiter, la surface totale déjà remise en état, la surface remise en état dans l'année précédente,...). Y est joint un relevé établi par un géomètre mentionnant le volume des stocks de stériles de découverte et terre végétale présents sur le site, le volume des vides à combler et les apports de matériaux extérieurs en volume et en tonnes.

Une copie de ce plan certifié est signée par l'exploitant et ses annexes sont adressées respectivement à l'inspection des installations classées au plus tard au 1er février de l'année N+1.

CHAPITRE IV : PRÉVENTION DES POLLUTIONS

Article IV-1 : Dispositions générales

L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution des eaux, de l'air ou des sols et de nuisance par le bruit et les vibrations et l'impact visuel.

Les voies de circulation internes et aires de stationnement des véhicules sont aménagées et entretenues.

Les véhicules sortant de la carrière ne doivent pas être à l'origine d'envols de poussières ni entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation publique.

Les forages font l'objet d'une surveillance périodique, au moins tous les 10 ans afin de s'assurer de leur étanchéité. Le compte-rendu est tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

Article IV-2 : Intégration dans le paysage

I - L'ensemble du site est maintenu propre et les bâtiments et installations sont entretenus en permanence.

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. Notamment, les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier.

Les surfaces en dérangement (zones décapées, zones en exploitation, zones en cours de remise en état) sont chacune d'elles réduites au minimum afin de limiter l'impact paysager tout en permettant d'assurer la sécurité des travailleurs et la bonne valorisation du gisement.

Ne sont stockés sur le site de la carrière que les matériaux de découverte, les matériaux valorisables et les matériaux nécessaires à la remise en état. En particulier l'exploitant veillera à ne rien stocker en dehors du périmètre autorisé ni dans l'emprise de la bande des 10 mètres en lisière boisée.

Article IV-3 : Pollution des eaux

IV-3-1 Prévention des pollutions accidentelles

Les dispositions nécessaires sont prises pour qu'il ne puisse y avoir en utilisation normale ou en cas d'accident, déversement de matières dangereuses ou insalubres vers le milieu naturel, en particulier :

I – Le ravitaillement ainsi que leurs stationnements prolongés en dehors des heures d'activité sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. Un dispositif équivalent est utilisé pour le remplissage des réservoirs des engins à chenilles.

L'entretien des engins est réalisé hors site en atelier.

II – Il n'y a pas de stockage de carburant sur le site.

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100% de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipients de capacité inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention peut être réduite à 20 % de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1000 litres ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1000 litres.

Ces récipients et stockages comportent en caractère lisible le nom des produits et les symboles de dangers conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses (huiles moteurs et hydrauliques pour petit entretien des engins sur site.

III – Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés et doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme les déchets (chaque engin dispose d'un kit antipollution, couverture, feuilles absorbantes, boudins, sacs).

IV – L'exploitant constitue un recueil des fiches de données de sécurité des produits présents sur le site tenu à disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

Toute fuite sur un engin entraînera son évacuation immédiate hors site pour réparation.

IV-3-2 Rejets d'eau dans le milieu naturel

IV-3-2-1 Eaux de procédés des installations

sans objet

IV-3-2-2 Eaux rejetées (eaux d'exhaure, eaux pluviales et eaux de nettoyage)

Le rejet direct d'eau canalisée vers le milieu naturel est interdit.

Les eaux de lavage des engins sont dirigées vers un déboureur déshuileur avant tout rejet au milieu naturel.

Les eaux rejetées respectent les caractéristiques suivantes :

PARAMÈTRES	CARACTÉRISTIQUES
pH	5,5 < pH < 8,5
Température	< 30 °C
MEST	< 35 mg/l
DCO	< 125 mg/l
Hydrocarbures	< 10 mg/l

Les analyses sont réalisées selon les normes en vigueur.

Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24 heures ; en ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.

La modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange selon la norme NF T 90-034, ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l.

L'exploitant procède ou fait procéder à un contrôle annuel des paramètres ci-dessus.

IV-3-2-3 Eaux souterraines

L'exploitant procède ou fait procéder à :

à partir des 18 piézomètres :

- un relevé mensuel du niveau de la nappe,
- une analyse semestrielle sur les paramètres pH, MEST, DCO, hydrocarbures totaux.
- une analyse visant spécifiquement l'acrylamide,

À partir des piézomètres amont / aval du secteur des pâtures communales :

- une analyse bimestrielles sur les paramètres, pH, MEST, DCO, hydrocarbures totaux et métaux
- une mesure hebdomadaire du niveau piézométrique et un relevé de l'échelle limnimétrique en en période de rabattement partiel.

IV-3.2.4 Eaux domestiques

Les eaux domestiques sont traitées et évacuées conformément à la réglementation en vigueur sur les dispositifs d'assainissement autonome, par un dispositif d'assainissement conforme aux normes actuelles ou à rendre conforme avant le 31 décembre 2015. L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées les documents attestant la conformité de ce dispositif

IV.3.2.5 Résultats des analyses

Les résultats des analyses prévues aux articles IV.3.2.2 et IV.3.2.3 sont consignés dans un registre. Un bilan des analyses prévues est transmis au plus tard le 1^{er} février de l'année suivante et immédiatement en cas d'anomalie. Ce bilan est accompagné de tout commentaire expliquant les motifs d'éventuels dépassements ainsi que les mesures prises ou envisagées pour y remédier.

Article IV-4 : Pollution de l'air

I - L'exploitant prend les dispositions utiles pour éviter l'émission et la propagation des poussières.

II- Les dispositifs de limitation d'émission des poussières résultant du fonctionnement des installations de traitement et transport des matériaux sont aussi complets et efficaces que possible.

A cet effet, l'humidité des matériaux extraits du gisement est maintenue.

III- Les voies de circulation sont réalisées et entretenues de façon à prévenir les émissions de poussières et à limiter l'accumulation des boues et poussières sur les roues des véhicules susceptibles de circuler sur la voie publique. En tant que de besoin et quelle que soit la saison, l'exploitant pratique un arrosage des pistes et voies de circulation.

IV - Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées épaisses, buées, suies, poussières ou gaz malodorants, toxiques ou corrosifs, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique, à la production agricole.

Article IV-5 : Incendie et explosion

Les engins sont pourvus d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

Les équipements de lutte contre l'incendie comprennent notamment des extincteurs en qualité et en quantité adaptées aux risques, répartis à l'intérieur des engins, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières présentes.

Les installations électriques sont appropriées aux risques inhérents aux activités exercées. Elles sont réalisées, entretenues en bon état et contrôlées périodiquement.

Les installations électriques sont réalisées conformément aux dispositions de :

- l'arrêté ministériel du 31 mars 1980 portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement susceptibles de présenter des risques d'explosions,
- le décret n° 91-986 du 23 septembre 1991 (titre EL du Règlement Général des Industries Extractives),
- la norme NF C 15-100 relative aux installations électriques intérieures.

Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) sont mis à la terre et interconnectés par un réseau de liaisons équipotentielles, conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits.

Toute installation ou appareillage conditionnant la sécurité doit pouvoir être maintenu en service ou mis en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation électrique normale.

Toute opération de manipulation, de transvasement ou transport de matières dangereuses à l'intérieur du site s'effectue sous la responsabilité d'une personne nommément désignée par l'exploitant.

Pendant les horaires d'ouverture, un téléphone relié au réseau public et accessible en permanence permet d'alerter des services de secours et de lutte contre l'incendie.

Article IV-6 : Déchets

L'exploitant organise la gestion des déchets qu'il produit de façon à :

- prévenir ou réduire la production et la nocivité des déchets, notamment en adoptant des technologies propres, limiter les transports en volume et distance,
- trier, réemployer, recycler,
- choisir la filière d'élimination ayant le plus faible impact sur l'environnement à un coût économiquement acceptable.

Les diverses catégories de déchets sont collectées séparément puis valorisées ou éliminées vers des installations dûment autorisées. Les dispositions nécessaires sont prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles.

La quantité de déchets stockés sur site devant être évacués ne doit pas dépasser un lot normal d'expédition vers l'installation d'élimination. Les déchets stockés susceptibles de contenir des produits polluants doivent être déposés conformément au II de l'article IV-3 et préservés des eaux météoriques.

IV.6.1 - Modalités de traitement par catégorie de déchets

I- Les déchets d'emballage sont éliminés conformément aux dispositions des articles R. 543-66 à R.543-72 du code de l'environnement.

Les huiles usagées sont éliminées conformément aux dispositions des articles R. 543-137 à R. 543-143 du code de l'environnement. Ils ne peuvent être remis qu'à des collecteurs agréés en application de l'arrêté ministériel du 8 décembre 2003 modifié relatif à la collecte des pneumatiques usagés.

Les piles et accumulateurs automobiles sont traités conformément aux dispositions des articles R. 543-129 à R. 543-129-3 du code de l'environnement.

Les déchets banals (bois, papier, verre, textile, plastique, caoutchouc, métaux, ...) non valorisables sur site et non souillés par des produits toxiques ou polluants ne peuvent être éliminés que dans des installations dûment réglementées en application du titre I^{er} du livre V du code de l'environnement. L'exploitant est en mesure de justifier le caractère ultime de ces déchets, au sens de l'article L.541-1 du code de l'environnement.

II- Les déchets de l'industrie extractive, constitués par les terres végétales, stériles de découverte et fines de lavage de l'installation de traitement sont valorisés sur le site dans le cadre de la remise en état décrite à l'article III-15. L'exploitant établit un plan de gestion des déchets inertes et des terres non polluées résultant du fonctionnement du site, qui est révisé tous les cinq ans ou en cas de modification substantielle du fonctionnement de la carrière.

IV.6.2 Registre

L'exploitant consigne dans un registre chronologique tenu à la disposition permanente de l'inspecteur des installations classées toutes les opérations effectuées relatives au traitement de ses déchets sortants.

Le registre peut être connu dans un document papier ou informatique. Celui-ci mentionne :

- la date d'expédition du déchet ;
- la nature du déchet et son code suivant la nomenclature des déchets définie à l'annexe II de l'article R.541-8 du code de l'environnement ;
- la quantité ;
- le nom et l'adresse de l'installation vers laquelle le déchet est expédié ;
- le nom et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R.541-53 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets ;
- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets ;
- le mode de traitement et le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive n° 2008/98/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 novembre 2008 relative aux déchets ;
- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement.

Le registre est conservé pendant une durée minimale de trois ans.

Les documents justificatifs de l'élimination des déchets industriels spéciaux sont conservés pendant au moins 5 ans.

Dans le cas où la quantité totale de déchets dangereux produits par an excède 2 tonnes, l'exploitant déclare la nature, les quantités et destinations des déchets dangereux produits, conformément aux dispositions de l'article R.541-44 du code de l'environnement et ses textes d'application. Cette déclaration est effectuée par voie électronique, avant le 1er avril de l'année en cours pour ce qui concerne les données de l'année précédente suivant un format fixé par le ministre chargé des installations classées.

Article IV-7 : Bruits et vibrations

L'exploitation de la carrière est conduite de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits aériens ou de vibrations mécaniques nuisibles pour la santé du voisinage ou susceptibles de compromettre sa sécurité ou de constituer une gêne pour sa tranquillité.

IV-7-1 - Bruits

I- Les bruits émis par l'exploitation de la carrière, et les activités exercées sur le site ne doivent pas être à l'origine d'émissions sonores générant une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée, telles que définies à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié susvisé :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergences réglementées (incluant le bruit de l'établissement)	Emergence admissible de 7 h à 22 h sauf Dimanches et jours fériés	Emergence admissible de 22h à 7 h et les dimanches et jours fériés
> 35 dB (A) mais ≤ 45dB (A)	6dB (A)	Sans objet étant donné les horaires d'activité (cf article I.5)
> 45 dB (A)	5 dB (A)	

L'émergence est définie comme étant la différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés A du bruit ambiant (établissement en fonctionnement) et du bruit résiduel (en absence de bruits générés par l'établissement).

II- Les niveaux de bruit à ne pas dépasser en limites de propriété de l'établissement, déterminés de manière à assurer le respect des valeurs d'émergences admissibles sont les suivants :

En limite de périmètre, en direction du point n° (cf carte issue de l'étude acoustique)	Niveau maximum en dB (A)	
	De 7h à 20h, sauf <i>samedi</i> dimanche et jour férié	De 22h à 7h, et <i>samedi</i> ,dimanche et jour férié
1	70	Pas d'activité
2	65	
3	70	
4	70	
5	60	
6	70	
7	70	
8	70	
9	70	
10	70	

Le niveau de bruit global émis par l'ensemble des activités exercées à l'intérieur de l'établissement y compris le bruit émis par les véhicules et engins respecte les valeurs ci-dessus.

Est également pris en compte le bruit des bandes transporteuses et du quai de chargement/déchargement.

Un merlon de protection en mis en place vis-à-vis de la ferme de la grange au démarrage des travaux dans le secteur de la Pièce Ronde.

III- La durée d'apparition d'un bruit particulier de l'établissement, à tonalité marquée et de manière établie ou cyclique, n'excède pas 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes définies dans le tableau ci-dessus.

IV- Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur des carrières, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, doivent être conformes à la réglementation en vigueur. En particulier, les engins utilisés dans la carrière et mis pour la première fois en circulation après le 22 octobre 1989, doivent répondre aux règles d'insonorisation fixées par le décret n° 95.79 du 23 janvier 1995.

Les engins dont la première mise sur le marché ou la première mise en service dans l'un des États membres de la communauté est postérieure au 3 mai 2002, doivent satisfaire aux dispositions de l'arrêté ministériel du 18 mars 2002 relatif aux émissions sonores dans l'environnement des matériels utilisés à l'extérieur des bâtiments.

V- L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs,...) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

VI- Un contrôle utilisant la méthode de mesure définie à l'annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 des niveaux sonores en limite de site, et des émergences en zones d'émergences réglementées est effectué aux frais de l'exploitant tous les ans.

Un écart de moins de 2dBa entre l'émergence contrôlée et l'émergence réglementaire ne permet pas de conclure que les prescriptions ci-dessus sont respectées ; le contrôle doit dans ce cas utiliser la méthode dite « d'expertise » Un bilan est adressé à l'inspection des installations classées au plus tard le 1er février de l'année suivante.

IV-7-2 Vibrations

IV-7-2-1 Tirs de mines Sans objet.

IV-7-2-2 Autres activités

En dehors de tirs de mines, les prescriptions de la circulaire n° 86-23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement sont applicables.

Article IV-8 : Transport des matériaux et circulation

Les matériaux sont évacués uniquement par voie d'eau ou par bandes transporteuses.

CHAPITRE V : GARANTIES FINANCIÈRES

Article V-1 : Montants de référence des garanties financières

Des garanties financières sont mises en place pour assurer la remise en état du site en cas de défaillance de l'exploitant, pendant la durée de fonctionnement ou à l'occasion de mise à l'arrêt du

site. Elles ne couvrent pas les indemnités dues par l'exploitant aux tiers qui pourraient subir un préjudice par fait de pollution ou d'accident causé par les installations.

Les garanties financières sont calculées suivant la formule relative aux carrières de matériaux meubles en nappe alluviale ou superficielle, conformément à l'arrêté ministériel du 9 février 2004 susvisé avec TP01 de mai 2009=616,5 et TVA =19,6%.

La durée de l'autorisation est divisée en 6 périodes de 2,5 ou 5 ans. Pour chacune, le montant de référence des garanties financières, en euros (T.T.C.), recalculé en utilisant l'indice TP01 de février 2014= 700,3 et TVA = 20% est précisé dans le tableau ci-après :

PERIODE N°	S1 MAXIMALE (ha)	S2 MAXIMALE (ha)	L MAXIMALE (m)	MONTANT DE REFERENCE (Cr)
1 de 0 à 5 ans	2	22,47	6184	1 627 116
2 de 5 à 10 ans	2	22,47	6184	1 627 116
3 de 10 à 15 ans	2,15	33,08	7715	1 735 908
4 de 15 à 20 ans	2,15	33,08	7715	1 735 908
5 de 20 à 25 ans	1,22	16,59	5774	975 177

avec :

S1 = somme de la surface de l'emprise des infrastructures au sein de la surface autorisée et de la valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par les surfaces défrichées diminuée de la valeur maximale des surfaces en chantier (découvertes et en exploitation) soumises à défrichement.

S2 = Valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par la somme des surfaces en chantier (découvertes, en exploitation en attente de remblayage) diminuée de la surface en eau définitive et des surfaces remises en état.

L = Valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par la somme des linéaires de berges diminuée des linéaires de berges remis en état.

Le coût des opérations de remise en état ne doit jamais excéder les montants fixés ci-dessus.

Article V-2 : Modalités d'actualisation du montant des garanties financières

Lorsqu'il y a une augmentation d'au moins 15 % de l'indice TP01 sur une période inférieure à cinq ans, le montant des garanties financières doit être actualisé dans les 6 mois suivant l'intervention de cette augmentation. Sans préjudice des dispositions de l'article V- ci-dessus, le document établissant la constitution des garanties financières actualisées est adressé au préfet.

L'actualisation des garanties financières relève de l'initiative de l'exploitant.

Lorsque la quantité de matériaux extraits est inférieure à la capacité autorisée et conduit à un coût de remise en état inférieur à au moins 25 % du coût couvert par les garanties financières, l'exploitant peut demander au préfet, une modification du calendrier de l'exploitation et de la remise en état et

une modification du montant des garanties financières. Cette demande est accompagnée d'un dossier justificatif et intervient au moins six mois avant le terme de la période en cours.

Le montant des garanties financières est actualisé selon la formule suivante :

$$C_n = C_r \times \frac{(\text{Index}_n)}{\text{Index}_r} \times \frac{(1 + \text{TVA}_n)}{1 + \text{TVA}_r}$$

avec

C_r : le montant de référence des garanties financières mentionné dans le tableau ci-dessus,

C_n : le montant des garanties financières à provisionner l'année n et figurant dans le document d'attestation de la constitution de garanties financières ;

Index_n : indice TP01 au moment de la constitution du document d'attestation de la constitution de garanties financières.

Index_r : indice TP01 utilisé pour l'établissement du montant de référence des garanties financières mentionné dans le tableau ci-dessus de février 2014 = 700,3

TVA_n : taux de la TVA applicable au moment de la constitution du document d'attestation de la constitution de garanties financières.

TVA_r : taux de la TVA applicable à l'établissement de l'arrêté préfectoral fixant le montant de référence des garanties financières soit 1,20.

Les indices TP01 sont consultables au Bulletin Officiel de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes ou sur le site internet de l'INSEE (www.indices.insee.fr).

Article V-3 : Renouvellement des garanties financières

Les garanties financières sont renouvelées au moins six mois avant leur échéance.

L'exploitant adresse au préfet le document établissant le renouvellement des garanties financières au moins six mois avant leur échéance.

Article V-4 : Modifications conduisant à une augmentation des garanties financières

Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une augmentation du montant des garanties financières est subordonnée à la constitution de nouvelles garanties financières.

Article V-5 : Absence de garanties financières

L'absence de garanties financières entraîne la suspension de l'activité, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L 514.1 du Code de l'environnement.

Article V-6 : Appel aux garanties financières

Le préfet fait appel aux garanties financières :

- soit en cas de non-respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral en matière de remise en état après intervention des mesures prévues à l'article L 514.1 du Code de l'environnement ;
- soit en cas de disparition de l'exploitant et d'absence de remise en état conforme au présent arrêté.

Article V-7 : Documents à transmettre concernant le suivi des garanties financières

L'exploitant fournit au 1er février de l'année N+1 les valeurs maximales de S1, S2 et L atteintes au cours de l'année N.

CHAPITRE VI : PREVENTION DES RISQUES

Article VI-1 : Règles d'exploitation

L'exploitant prend toutes dispositions en vue de maintenir le niveau de sécurité, notamment au niveau des équipements et matériels dont le dysfonctionnement placerait l'installation en situation dangereuse ou susceptible de le devenir.

Ces dispositions portent notamment sur :

- la conduite de l'exploitation (consignes en situation normale ou cas de crise, essais périodiques),
- l'analyse des incidents et anomalies de fonctionnement,
- la maintenance et la sous-traitance,
- l'approvisionnement en matériel et en matière,
- la formation et la définition des tâches du personnel.

Tous les équipements et installations nécessaires à la prévention, à la détection, à l'alerte des secours et à la lutte contre l'incendie ainsi que les installations électriques font l'objet de vérifications régulières et sont maintenus en bon état de fonctionnement. Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des Installations Classées.

L'interdiction de fumer ou d'apporter une flamme nue est affichée en caractères apparents et au moyen de pictogrammes à proximité de tout stock de liquide inflammable, ainsi que dans toute autre zone de danger définie par l'exploitant.

Toute opération de manipulation, de transvasement ou transport de matières dangereuses à l'intérieur du site s'effectue sous la responsabilité d'une personne nommément désignée par l'exploitant.

Article VI-2 : Equipements importants pour la sécurité

L'exploitant établit et tient à la disposition de l'inspection des installations classées la liste des équipements importants pour la sécurité.

Les procédures de contrôle, d'essais et de maintenance des équipements importants pour la sécurité ainsi que la conduite à tenir dans l'éventualité de leur indisponibilité sont établies par consignes écrites.

Article VI-3 : Consignes de sécurité

Sans préjudice des dispositions découlant des textes applicables en matière d'hygiène et de sécurité

des travailleurs, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes doivent notamment indiquer :

- l'interdiction de fumer à proximité des zones d'emploi de produits inflammables ou combustibles,
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre,
- L'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque ou d'engendrer des points chauds dans les zones présentant des risques d'explosion ou d'incendie. Cette interdiction est en outre affichée,
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité (électricité, obturation des écoulements...),
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,

- La procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours.

Article VI-4 : Consignes d'exploitation

Les consignes d'exploitation sont obligatoirement écrites et comportent explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer en marche normale, dans les périodes transitoires, lors d'opérations exceptionnelles, à la suite d'un arrêt, après les travaux d'entretien ou de modification, de façon à vérifier que les installations restent conformes aux dispositions du présent arrêté. Les consignes sont portées à la connaissance du personnel.

Article VI-5 : Formation du personnel

L'exploitant veille à la qualification professionnelle et à la formation sécurité de l'ensemble de son personnel.

Ces formations comportent notamment :

- toutes les informations utiles sur les produits employés,
- les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes,
- des exercices périodiques de simulations d'application des consignes de sécurité ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens de protection et d'intervention affectés à l'établissement.

L'exploitant veille à disposer en tout temps de personnel d'intervention. Ce personnel est régulièrement formé et entraîné à l'application des consignes de sécurité prévues par le présent arrêté ainsi qu'au maniement des moyens d'intervention.

Article VI-6 : Moyens de lutte contre les incendies et explosions

L'installation et les engins sont pourvus d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

Les équipements de lutte contre l'incendie comprennent notamment des extincteurs en quantité adaptée aux risques, placés :

- dans les engins,
- et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements,

bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre.

Une ou plusieurs plates-formes sont mises en place au niveau des plans d'eau internes au site. Afin d'accueillir et assurer la mise en œuvre rapide des engins des sapeurs-pompiers, ces plates-formes sont équipées conformément aux dispositions de la circulaire interministérielle n° 451 du 10 décembre 1951, en tout ce qui concerne leur voie d'accès, leur dimension, leur signalisation.

L'exploitant transmet au chef du centre d'incendie et de secours territorialement compétent une attestation de la conformité des plates-formes d'aspiration et du volume d'eau de la réserve incendie disponible en interne.

Les installations sont accessibles facilement par les services de secours. Les aires de circulation sont adaptées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté.

Pendant les horaires d'ouverture du site, un téléphone relié au réseau public et accessible en permanence permet l'alerte des services de secours et de lutte contre l'incendie.

CHAPITRE VIII : DOCUMENTS ET INFORMATIONS A TRANSMETTRE

Le présent chapitre récapitule les documents que l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées.

Articles	Documents / Informations	Périodicité / Échéance
III.5	déclaration de mise en service accompagnée de l'acte de constitution des garanties financières. éléments techniques relatifs aux piézomètres	avec la déclaration de poursuite d'exploitation au plus tard au 31 décembre 2014
V.2, V.3	acte de cautionnement solidaire	document renouvelé tous les 5 ans et 6 mois avant leur échéance ou selon l'évolution de l'indice TP01
V.7	suivi des garanties financières, valeurs S1, S2, L	transmission au plus tard le 1 ^{er} février de l'année suivante
III 15	analyses RP dans les piézomètres « pâtures communales »	transmission avant tout apport extérieur
III-16	mesures d'accompagnement zones humides	selon calendrier précisé à l'article III-16
III.19	plans et suivi des travaux	mise à jour annuelle au plus tard le 31 décembre transmis au plus tard le 1 ^{er} février de l'année suivante
I.3.1	modification de numérotation cadastrale	en cas échéant, le 1 ^{er} février de l'année suivante
II.4	notification d'arrêt définitif de la carrière	6 mois avant l'échéance de la présente autorisation
II.4	dossier de cessation d'activité totale et mémoire de remise en état de la carrière	6 mois avant l'échéance de la présente autorisation
IV.3.2.2	surveillance des rejets d'eaux superficielles	transmission des résultats au plus tard le 1 ^{er} février de l'année suivante
IV.3.2.3	surveillance eaux souterraines	Transmission immédiate des résultats en cas d'anomalie
IV.7.1- VI	bruit : niveaux sonores et émergences	contrôle annuel transmission des résultats au plus tard le 1 ^{er} février de l'année suivante
IV.5.2.	échets spéciaux	production supérieure à 10 tonnes au cours de l'année précédente
VI	document attestant de la réalisation de la plateforme d'aspiration	transmission au chef du centre d'incendie et de secours de Montereau à chaque réalisation
III.7	découverte fortuite archéologique	immédiatement auprès du Service Régional de l'Archéologie
III. 8	suivi du rabattement partiel de la nappe	au 1 ^{er} février de l'année suivante
II.5	déclaration d'accident ou incident	immédiat
III.6	changement d'exploitant	6 mois minimum avant le changement effectif

Liste des annexes :

Tableau des formations végétales, plans parcellaires, plans de phasage et des garanties financières, plan de remise en état, carte de rétablissement des chemins et plan de localisation des mesures sonores et d'urgence.

CHAPITRE VIII : DISPOSITIONS FINALES

Article VIII-1 : Annulation, déchéance

Le présent arrêté cesse de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf le cas de force majeure (événement présentant à la fois un caractère extérieur, imprévisible et irrésistible).

Article VIII-2 : Sanctions

En cas d'inobservation des prescriptions fixées par le présent arrêté, l'exploitant encourt notamment les sanctions prévues par les articles L.216-6, L.216-13, L.514-11, L.541-46, L.541-47 et R.514-4 du Code de l'environnement.

Article VIII-3 : Information des tiers

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture. Cette publication fait courir le délai de recours contentieux.

Une copie de la présente autorisation est transmise au maire des communes de Marolles-sur-Seine et Courcelles-en-Bassée.

Un extrait de la présente autorisation énumérant notamment les motifs qui ont fondé la décision ainsi que les principales prescriptions auxquelles cette autorisation est soumise sera affiché dans les mairies susvisées pendant une durée minimale d'un mois. Cette formalité sera justifiée par un procès verbal du maire.

Un dossier sur l'opération autorisée est mis à la disposition du public à la préfecture de Seine-et-Marne (Direction de la Coordination des Services de l'État – Pôle du pilotage des procédures d'utilité publiques), ainsi qu'en mairies de Marolles-sur-Seine et Courcelles-en-Bassée pendant deux mois à compter de la publication de l'arrêté d'autorisation.

L'arrêté est affiché sur les différents sites du chantier.

Une copie de l'arrêté est adressée à chaque conseil municipal ayant été consulté : Barbey, La Brosse-Montceaux, Cannes-Ecluse, Chatenay-sur-Seine, Egligny, Gravon, Laval-en-Brie, Misy-sur-Yonne, Montereau-Fault-Yonne, Montigny-Lencoup, Saint-Germain-Laval, Salins et La Tombe.

Un avis relatif à la présente autorisation est inséré par les soins de la préfète et aux frais du bénéficiaire de l'autorisation dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département de Seine-et-Marne. Il indique les lieux où le dossier de demande d'autorisation peut être consulté.

Le présent arrêté est consultable sur le site Internet des Services de l'Etat en Seine-et-Marne (<http://www.seine-et-marne.gouv.fr/>) à la rubrique « Politiques publiques – Environnement et cadre de vie » pendant une durée d'un an.

Article VIII-4 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré au tribunal administratif (Tribunal Administratif de Melun 43, rue du Général de Gaulle – 77 000 MELUN) :

1. par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir le jour où ledit arrêté a été notifié ;

2. par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés aux articles L511.1 et L.511.1 du Code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de la parution ou de l'affichage du présent arrêté. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage du présent arrêté, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Article VIII-5 Exécution

Le Secrétaire Général de la Préfecture de Seine-et-Marne et le Directeur régional et interdépartemental de l'Environnement et de l'Energie d'Ile-de-France, les Maires de Marolles-sur-Seine et Courcelles-en-Bassée sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la Société CEMEX GRANULATS et dont une copie est adressée à :

- Les Maires des communes de Marolles-sur-Seine, Courcelles-en-Bassée, Barbey, La Brosse-Montceaux, Cannes-Ecluse, Chatenay-sur-Seine, Egligny, Gravon, Laval-en-Brie, Misy-sur-Yonne, Montereau-Fault-Yonne, Montigny-Lencoup, Saint-Germain-Laval, Salins et La Tombe,
- la Sous-Préfète de Provins
- Direction régionale et interdépartementale de l'Environnement et de l'Energie d'Ile-de-France à Paris,
- Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Energie d'Ile-de-France - Unité Territoriale de Seine-et-Marne
- Direction départementale des Territoires, SEPR,
- Direction de l'Agence Régionale de Santé, Délégation Territoriale Seine-et-Marne – Contrôle et Sécurité Sanitaires des Milieux,
- Service territorial de l'Architecture et du Patrimoine de Seine-et-Marne,
- Direction régionale des Affaires Culturelles d'Ile-de-France – Service régional de l'Archéologie,
- Service départemental d'Incendie et de Secours de Seine-et-Marne,
- France Télécom UI Ile de France Est
- Réseau Ferré de France,
- Direction interrégionale du Bassin de la Seine - Service Navigation de la Seine,
- Monsieur le Président du Conseil Général de Seine-et-Marne
- Monsieur le Directeur de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques (ONEMA)
- Monsieur le Directeur de l'Institut National de l'Origine et de la Qualité (INAO)

Melun, le 25 JUL. 2014

La Préfète,
Pour la Préfète et par délégation
Le Secrétaire Général de la Préfecture


Serge GOUTEYRON

Annexes :

Tableau des formations végétales,

Plans parcellaires,

Plans de phasage et des garanties financières,

Plan de remise en état,

Carte de rétablissement des chemins

Plan de localisation des mesures sonores et d'urgence.

Secteur (extension)	Formations végétales	Surface (ha)
Pièce Ronde	Boisements clairsemés sur prairie humide	1,8
	Boisements hygrophiles à mésohygrophiles	1
	Eau libre	12,3
	Groupements hélophytiques	4,2
	Ilots pionniers sablo-graveleux	0,4
	Prairies humides ou mésophiles	11,2
	Végétation des hauts-fonds	3
Surface total Pièce Ronde		33,9
	Groupements hélophytiques	0,6
	Prairies humides ou mésophiles	3,6
	Végétation des hauts-fonds	0,2
Surface total Noue Maupoix		4,4
Pâtures communales	Boisements clairsemés sur prairie humide	2
	Boisements hygrophiles à mésohygrophiles	1,3
	Groupements hélophytiques	9,9
	Prairies humides ou mésophiles	20,5
Surface total Pâtures		33,7
Jachères	Boisements clairsemés sur prairie humide	0,5
	Boisements hygrophiles à mésohygrophiles	0,5
	Eau libre	4,5
	Groupements hélophytiques	1,2
	Prairies humides ou mésophiles	6,1
	Végétation des hauts-fonds	0,8
Surface total Jachères		13,6
Surface total		85,6

Secteur (renouvellement)	Formations végétales	Surface (ha)
Muette	Eau libre	71,3
	Végétation des hauts-fonds	2,8
	Groupements hélophytiques	3
	Végétation pionnière mésophile	8,4
	Prairies humides ou mésophiles	3,1
	Boisements clairsemés sur prairie humide	6
	Boisements hygrophiles à mésohygrophiles	8,7
	Total général	103,3

total :

188,9

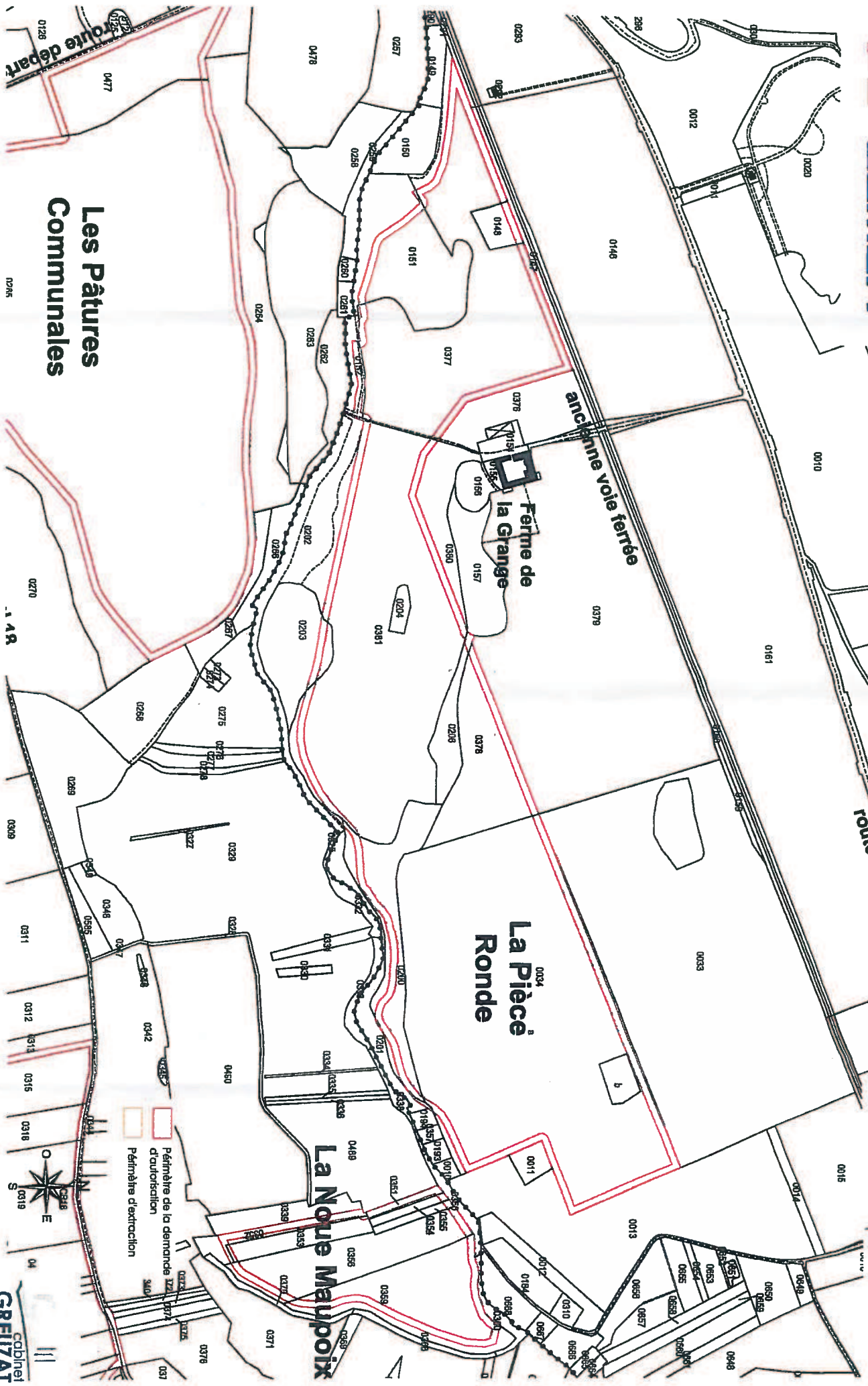
Vu pour être annexé à l'arrêté préfectoral
n°2014/DCSE/M/011 du 25 juillet 2014

La Préfète,
Pour la Préfète et par délégation,
Le Secrétaire Général de la Préfecture


Serge GOUTEYRON

route départementale 18

**PLAN PARCELLAIRE
LA PIECE RONDE
1/1500**



**Les Pâtures
Communales**



७

Unit 3

1/800

0382

0378

0342

0490

0489

0356

0378

0376

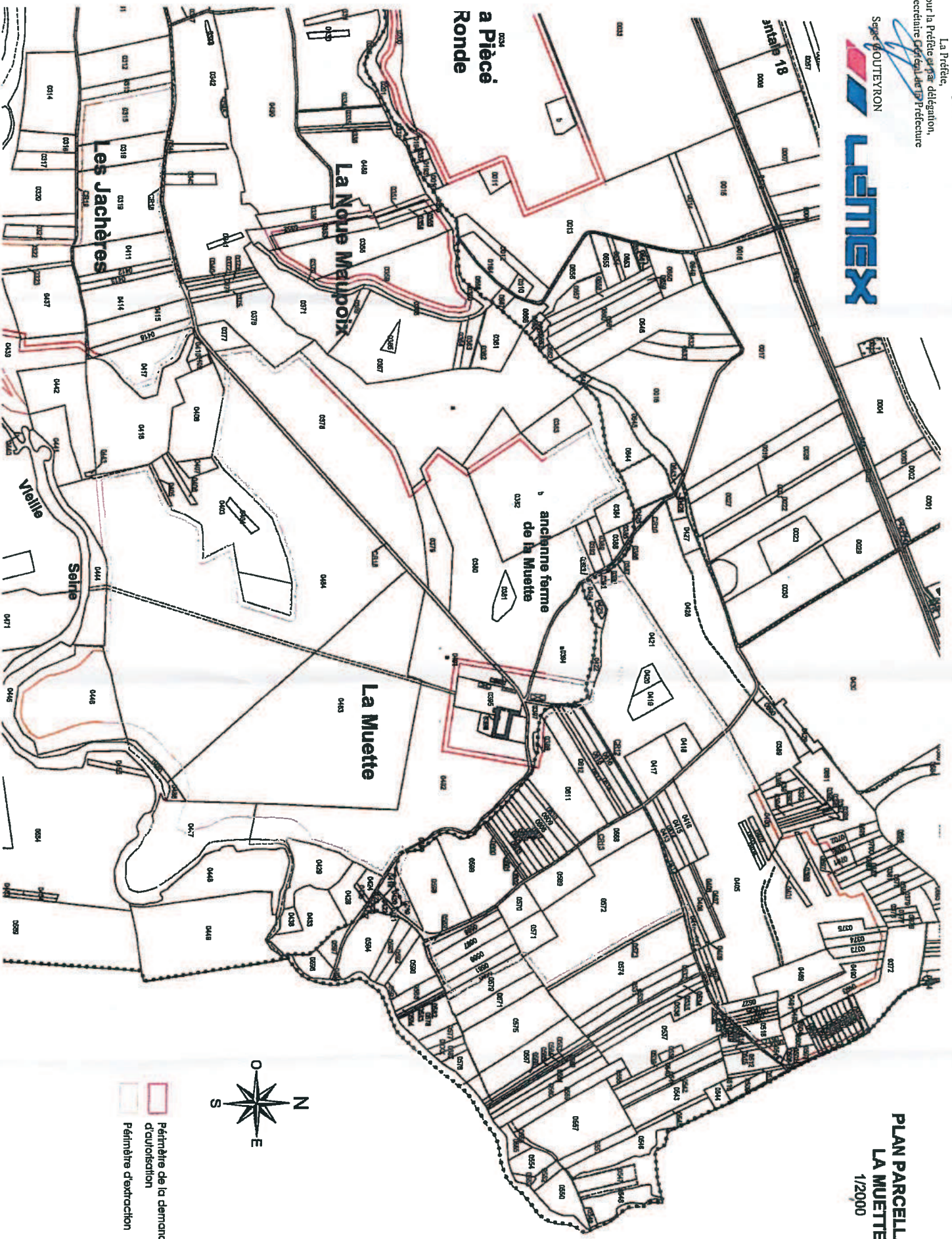
0377

Périmètre de la
demande d'autorisation
Périmètre d'extraction

7417

cabinet
GREUZAT

~~041~~



1/1000



La Préfète,
Pour la Préfète en par déléguée,
Le Secrétaire Général de la Préfecture

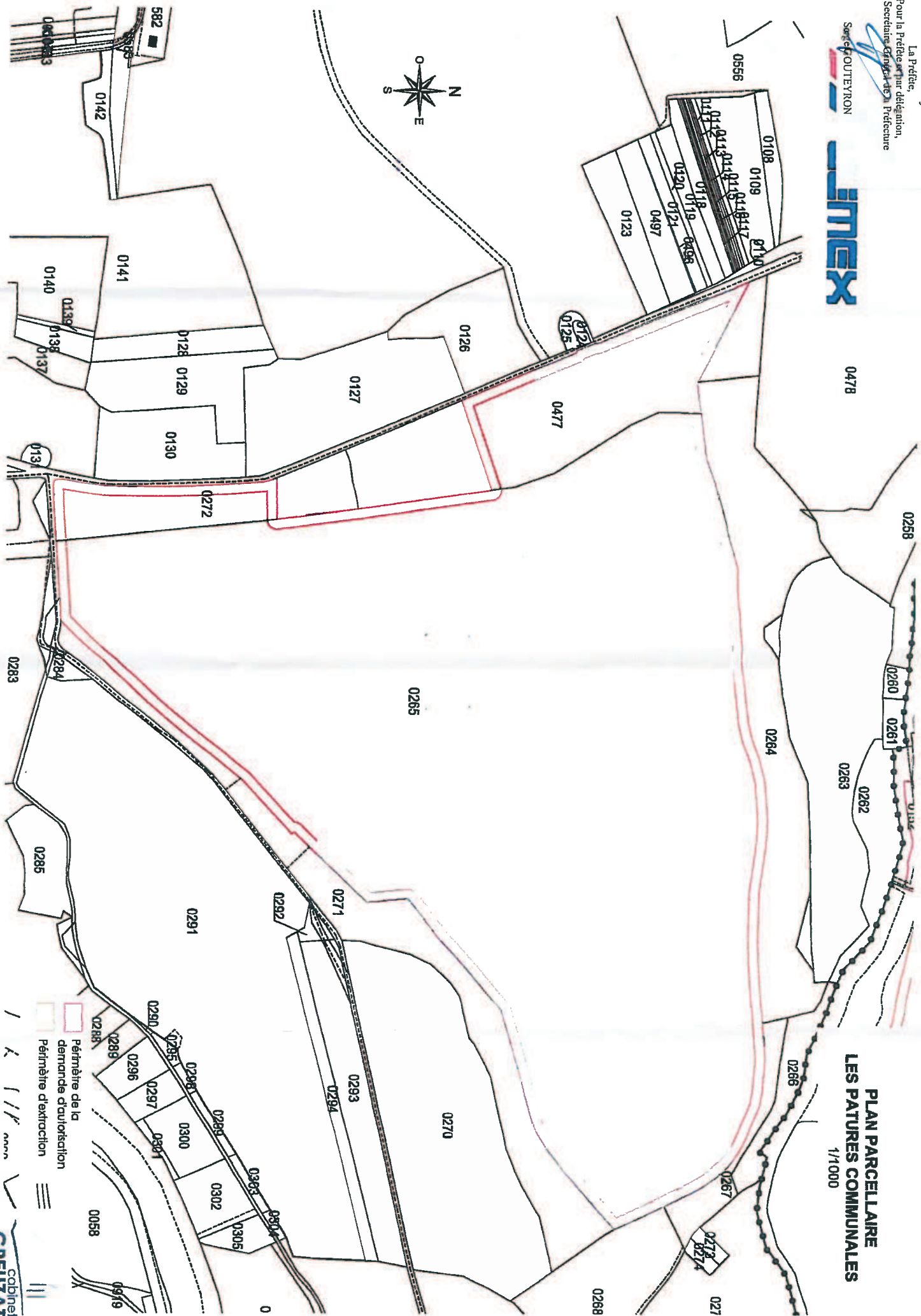
Société OUTEYRON



0478

PLAN PARCELLAIRE LES PATURES COMMUNALES

1/1000



Vu pour être annexé à l'arrêté préfectoral
n°2014/DCSE/M/011 du 25 juillet 2014

La Préfète,
Pour la Préfète et par délégation,
Le Secrétaire Général de la Préfecture

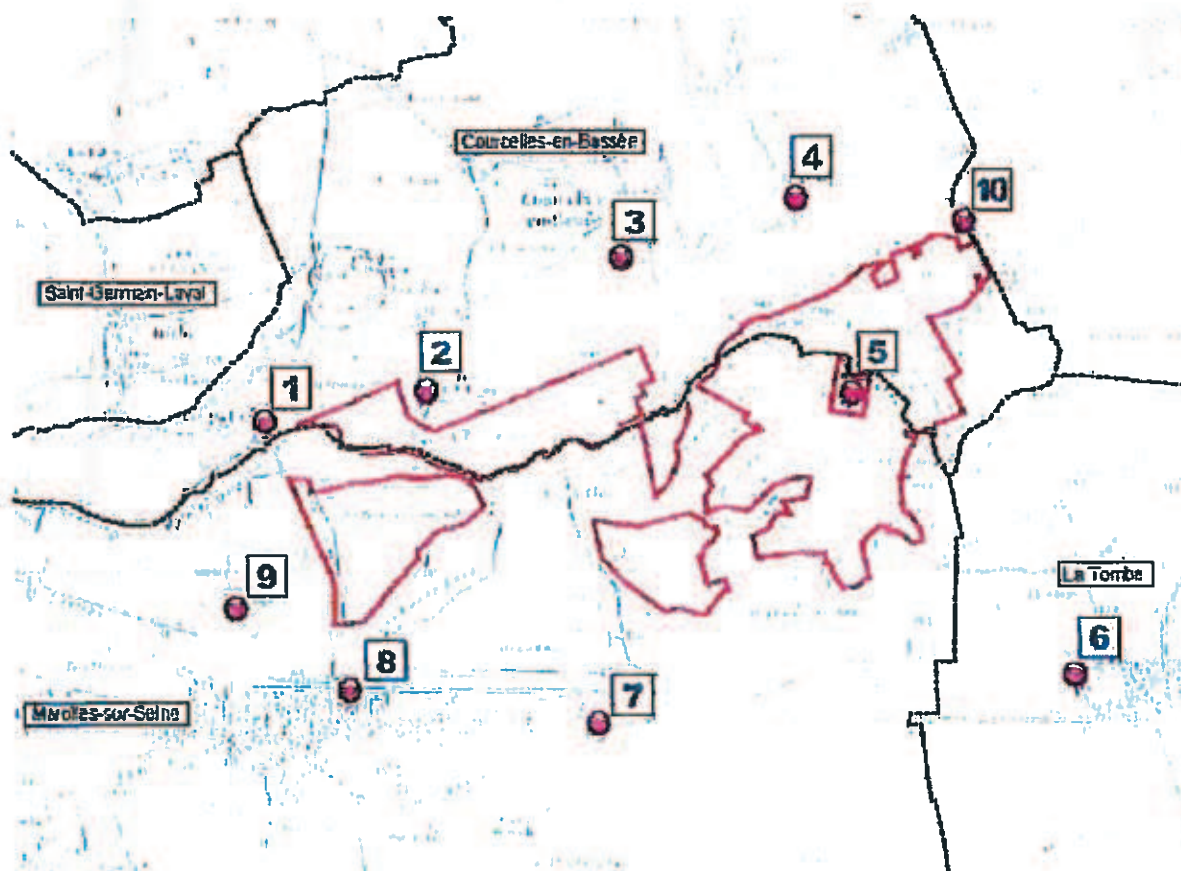
CEMEX

Serge GOUTEYRON

Marolles-sur-Seine (77)
Complément Etude prévisionnelle

2° ETAT INITIAL ACOUSTIQUE

PLAN DE LOCALISATION DES MESURES SONORES ET D'EMERGENCE



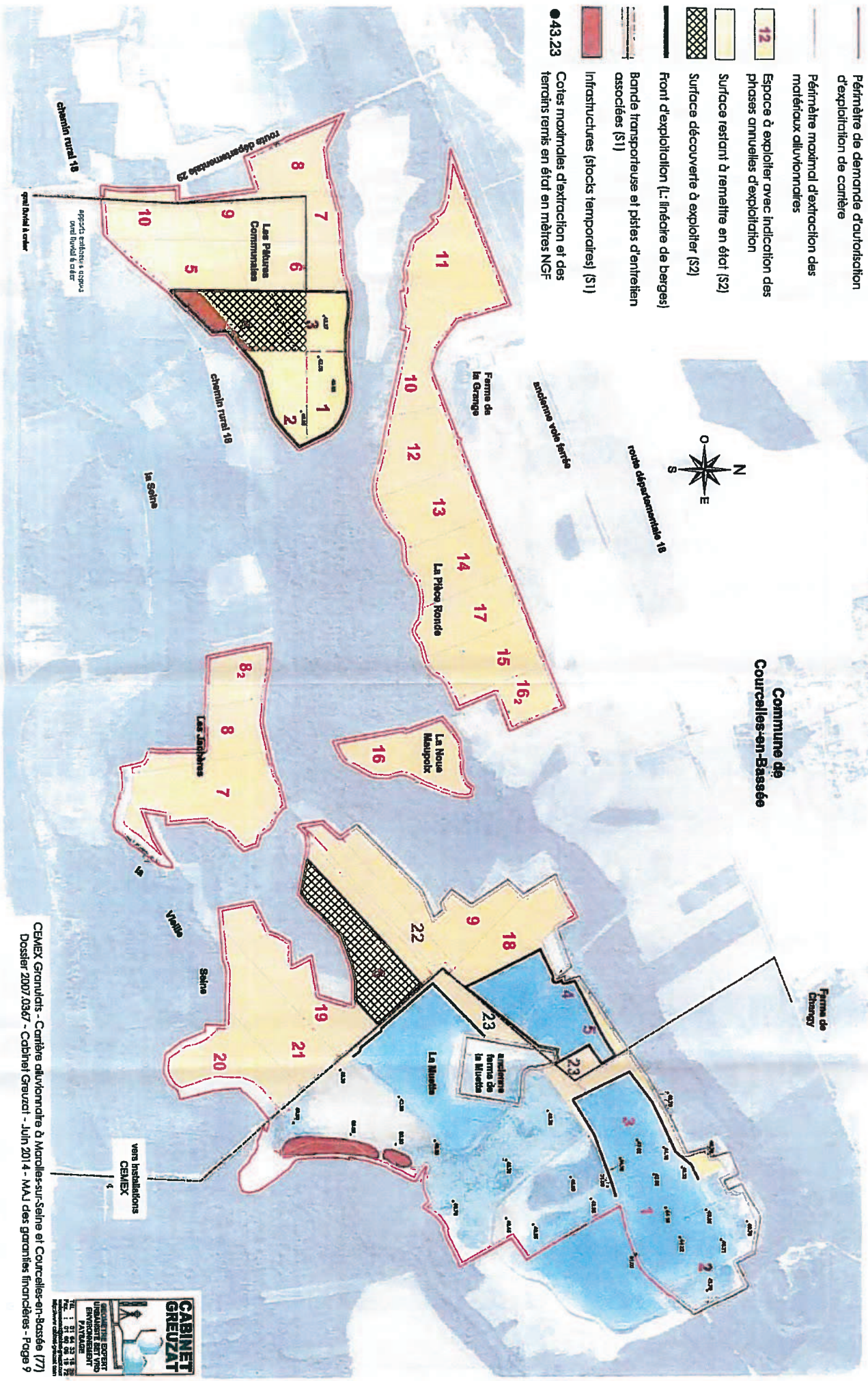
Pour la Préfecture et par délégation,
Le Secrétaire Général de la Préfecture

Serge GOUTEYRON



PLANS DE PHASAGE
Phase 1 à 2,5 ans
IGN 2005 - 1/10000

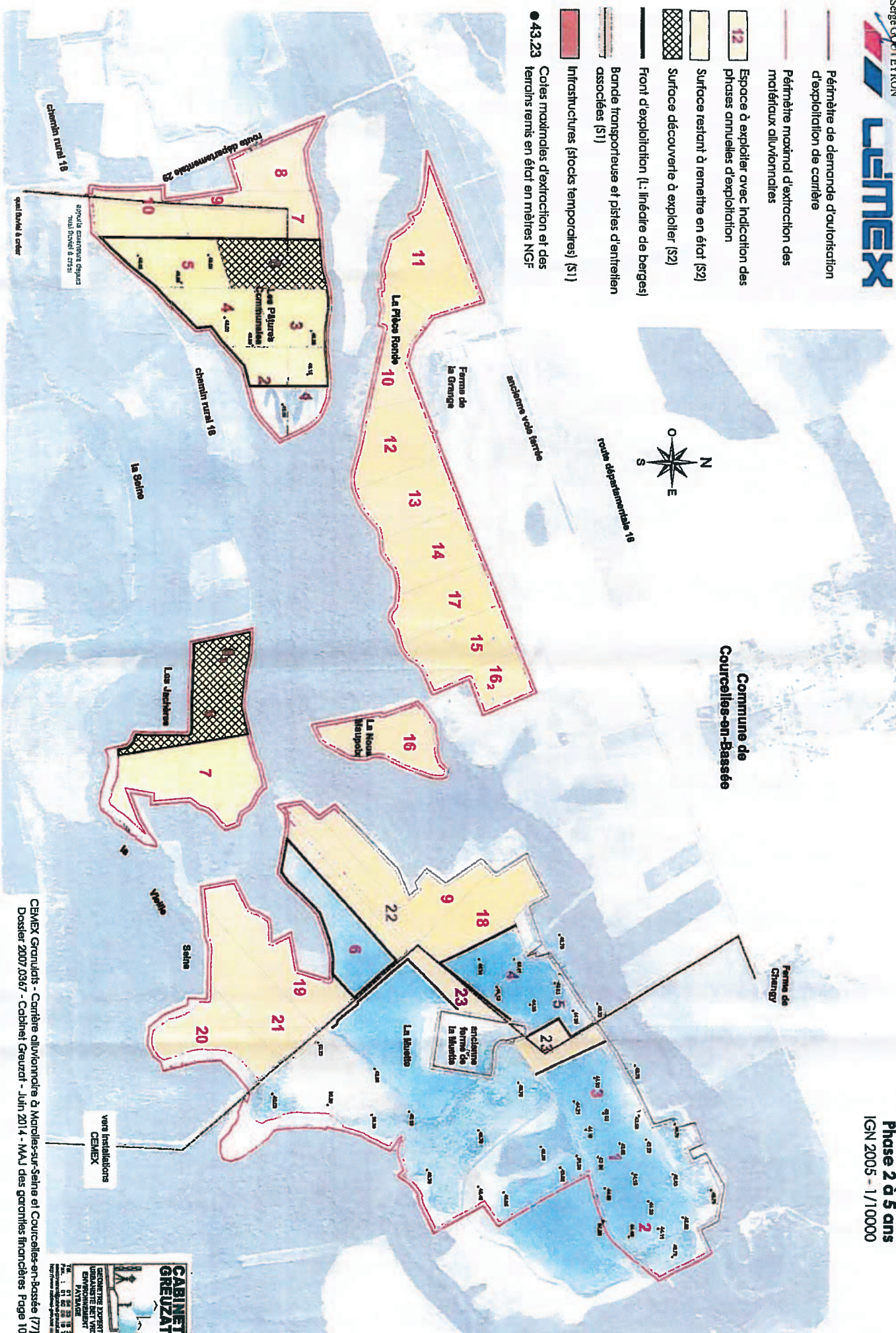
- Périmètre de demande d'autorisation d'exploitation de carrière
- Périmètre maximal d'extraction des matériaux alluvionnaires
- 12** Espace à exploiter avec indication des phases annuelles d'exploitation
- Surface restant à remettre en état (S2)
- Surface découverte à exploiter (S2)
- Front d'exploitation (l.: linéaire de berges)
- Bandes transporteuse et pistes d'entretien associées (S1)
- Infrastructures (stocks temporaires) (S1)
- 43.23** Cotes maximales d'extraction et des terrains remis en état en mètres NGF





PLANS DE PHASAGE
Phase 2 à 5 ans
IGN 2005 - 1/10000

- Périmètre de demande d'autorisation d'exploitation de carrière
- Périmètre maximal d'exploitation des matériaux diluvioniques
- 12** Espace à exploiter avec indication des phases annuelles d'exploitation
- Surface restant à remettre en état (S2)
- Surface découverte à exploiter (S2)
- Front d'exploitation (L: linéaire de berges)
- Bande transporteuse et pistes d'entretien associées (S1)
- Infrastructures (stocks temporaires) (S1)
- 43,23 Cotes maximales d'exploitation et des terrains remis en état en mètres NGF





PLANS DE PHASAGE
Phase 3 à 7,5 ans
IGN 2005 - 1/10000

- Périmètre de demande d'autorisation d'exploitation de carrière
- Périmètre maximal d'extraction des matériaux alluvionnaires
- 12 Espace à exploiter avec indication des phases annuelles d'exploitation
- Surface restant à remettre en état (S2)
- Surface découverte à exploiter (S2)
- Front d'exploitation (L: linéaire de berges)
- Bande transporteuse et pistes d'entretien associées (S1)
- Infrastructures (stocks temporaires) (S1)
- 43.23 Coles maximales d'extraction et des terrains remis en état en mètres NGF



route départementale 18

Commune de
Courcelles-en-Bassée

Ferme de
Chimpy

Ferme de
la Grange

accroissement de pente

La Place Rende

10

12

13

14

17

15

16₂

16

La Houle
Mauvaise

18

9

23

5

23

4

3

2

1

2

3

4

5

6

7

8

9

10

11

12

13

14

chemin rural 18

route départementale 29

10

7

6

3

5

4

2

1

chemin rural 18

la Seine

La Seine

La Seine

La Seine

La Seine

La Seine

La Seine

La Seine

La Seine

La Seine

La Seine

La Seine

La Seine

La Seine

La Seine

La Seine

La Seine

La Seine

La Seine

La Seine

La Seine

La Seine

La Seine

La Seine

La Seine

vers installations
CEMEX

**CABINET
GREUZAT**

GEOLATITE EXPERT
URBANISME ET VITO
ENVIRONNEMENT
PAYSAGE

Tel : 01 66 23 14 72
Fax : 01 66 23 14 72
http://www.cabinet-greuzat.com

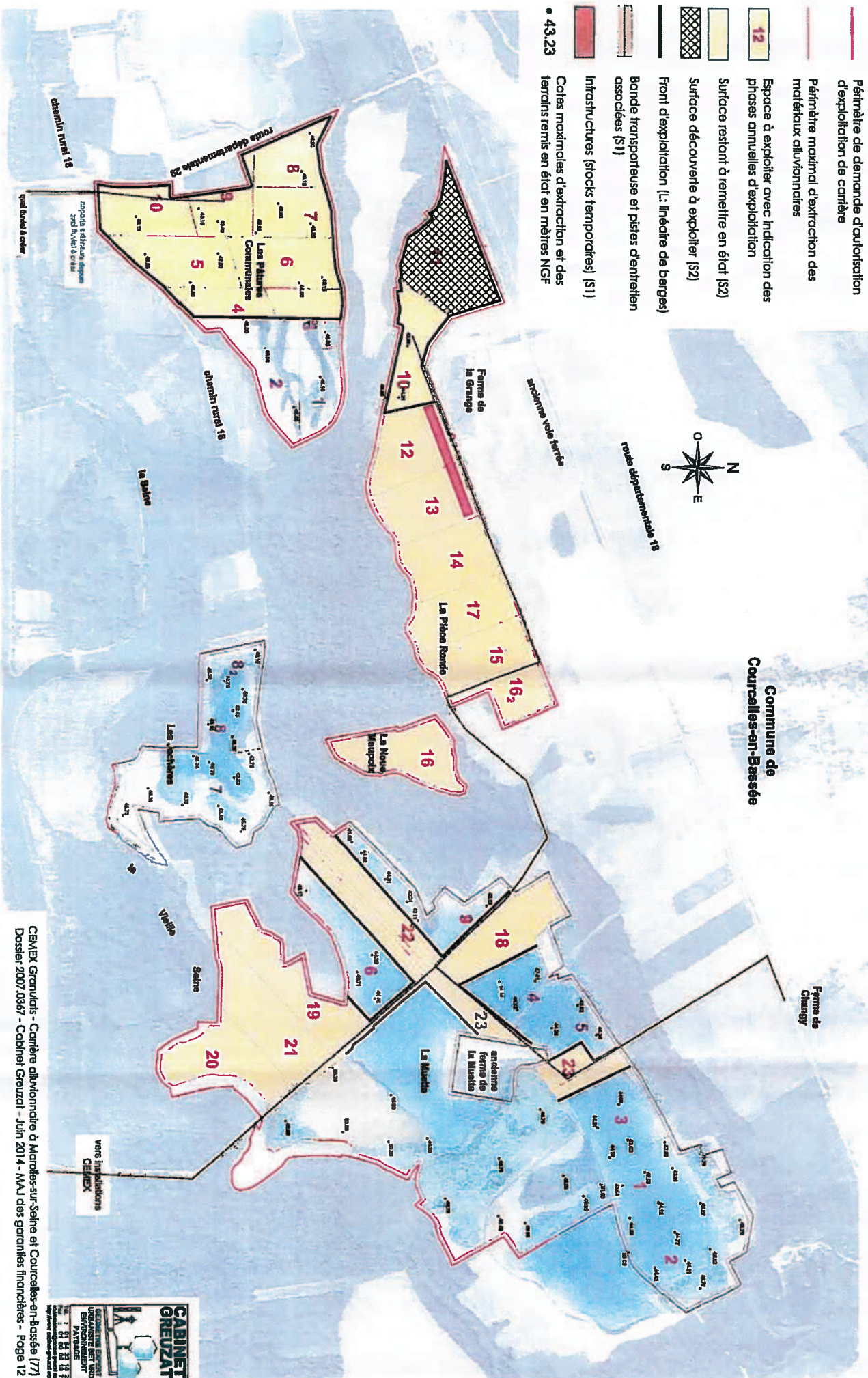
Serge GODETTEYRON



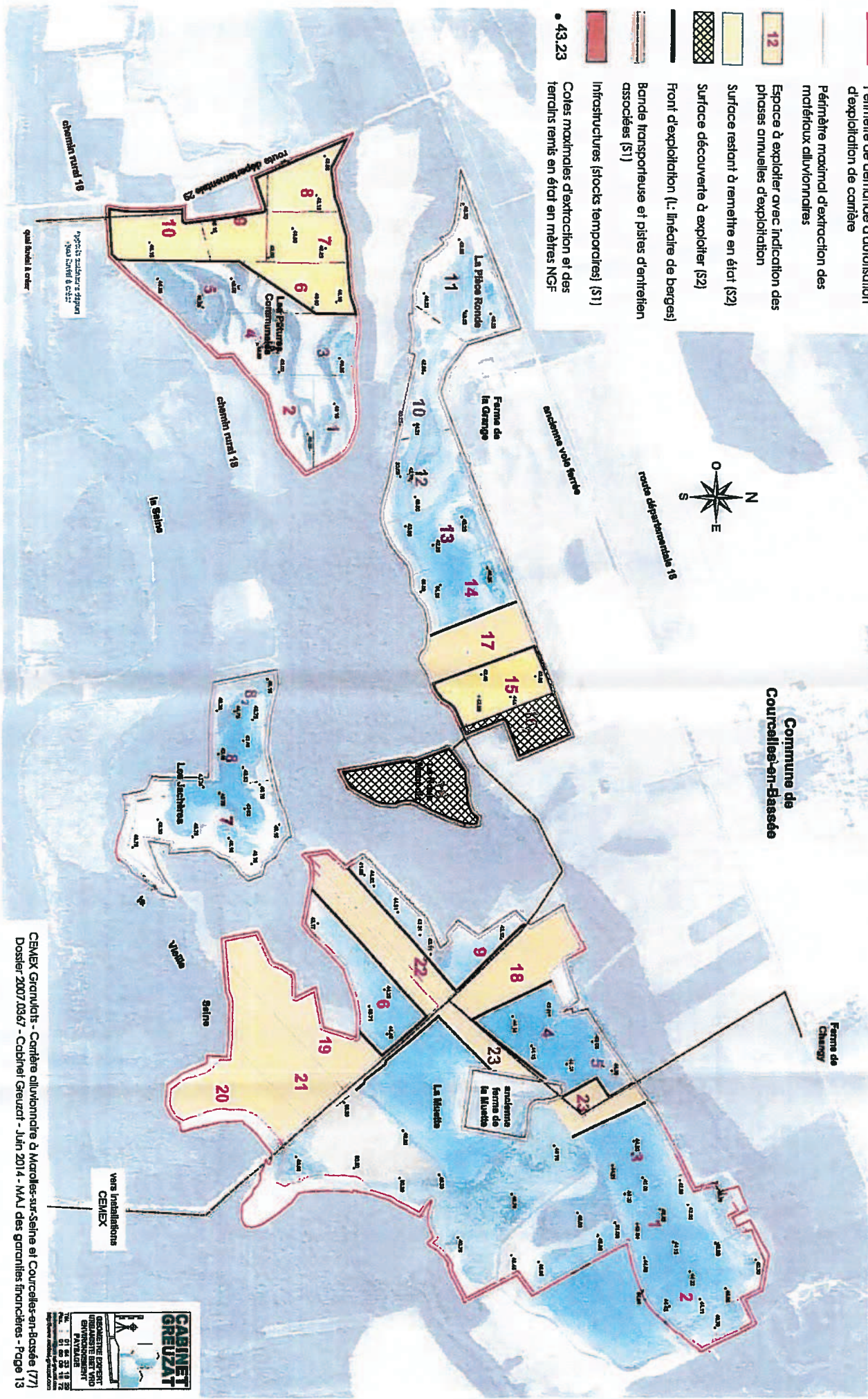
CEMEX

**PLANS DE PHASAGE
Phase 4 à 10 ans
IGN 2005 - 1/10000**

- Périmètre de demande d'autorisation d'exploitation de carrière
- Périmètre maximal d'extraction des matériaux alluvionnaires
- Espace à exploiter avec indication des phases annuelles d'exploitation
- Surface restant à remettre en état (S2)
- Surface découverte à exploiter (S2)
- Front d'exploitation (L: linéaire de berges)
- Bande transporteuse et pistes d'entretien associées (S1)
- Infrastructures (stocks temporaires) (S1)
- Cotes maximales d'extraction et des terrains remis en état en mètres NGF
- 43.23



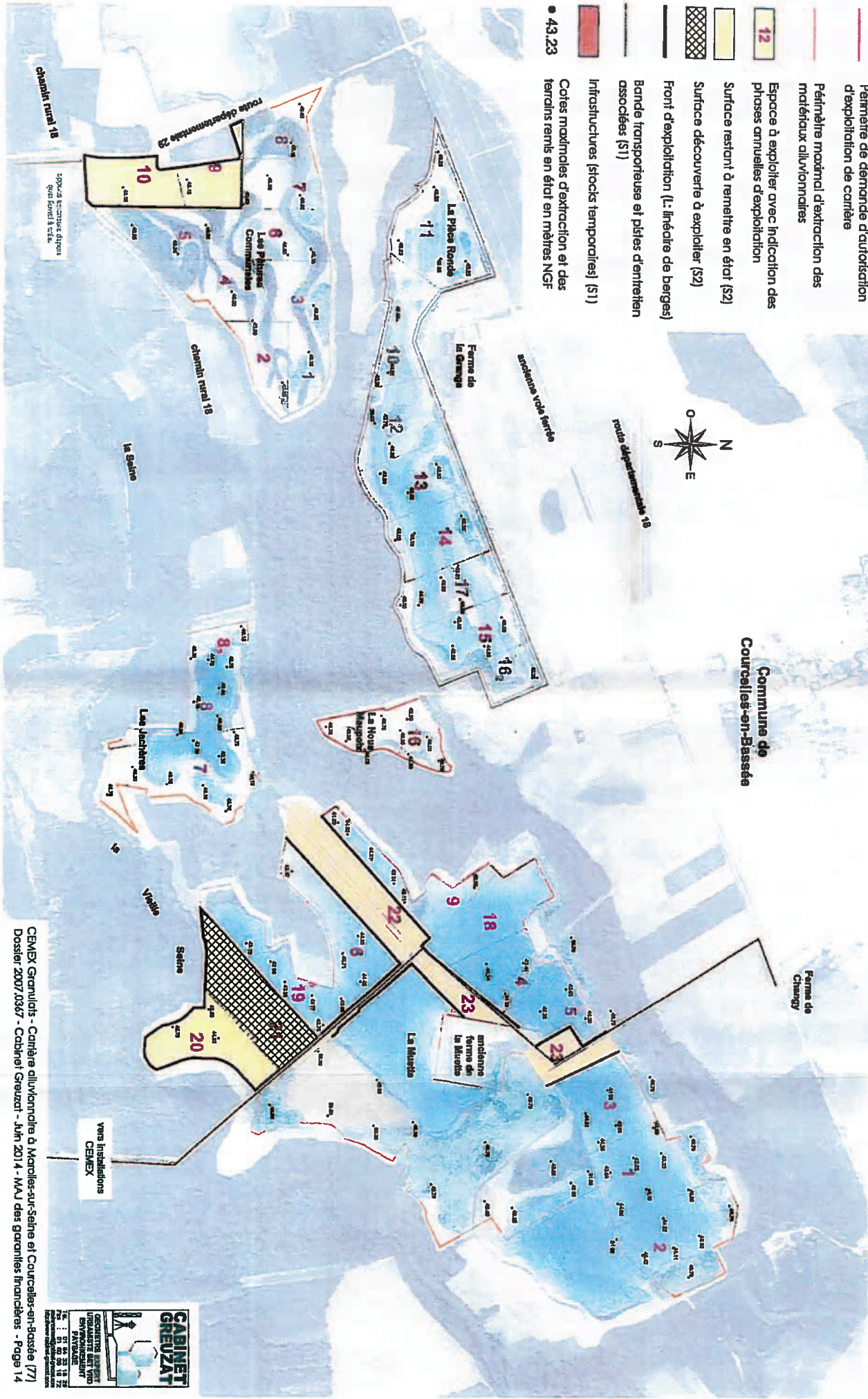
- Périmètre de demande d'autorisation d'exploitation de carrière
- Périmètre maximal d'extraction des matériaux alluvionnaires
- 12 Espace à exploiter avec indication des phases annuelles d'exploitation
- Surface restant à remettre en état (S2)
- Surface découverte à exploiter (S2)
- Front d'exploitation (L: linéaire de berges)
- Bande transporteuse et pistes d'entretien associées (S1)
- Infrastructures (stocks temporaires) (S1)
- 43.23 Cotes maximales d'extraction et des terrains tenus en état en mètres NGF

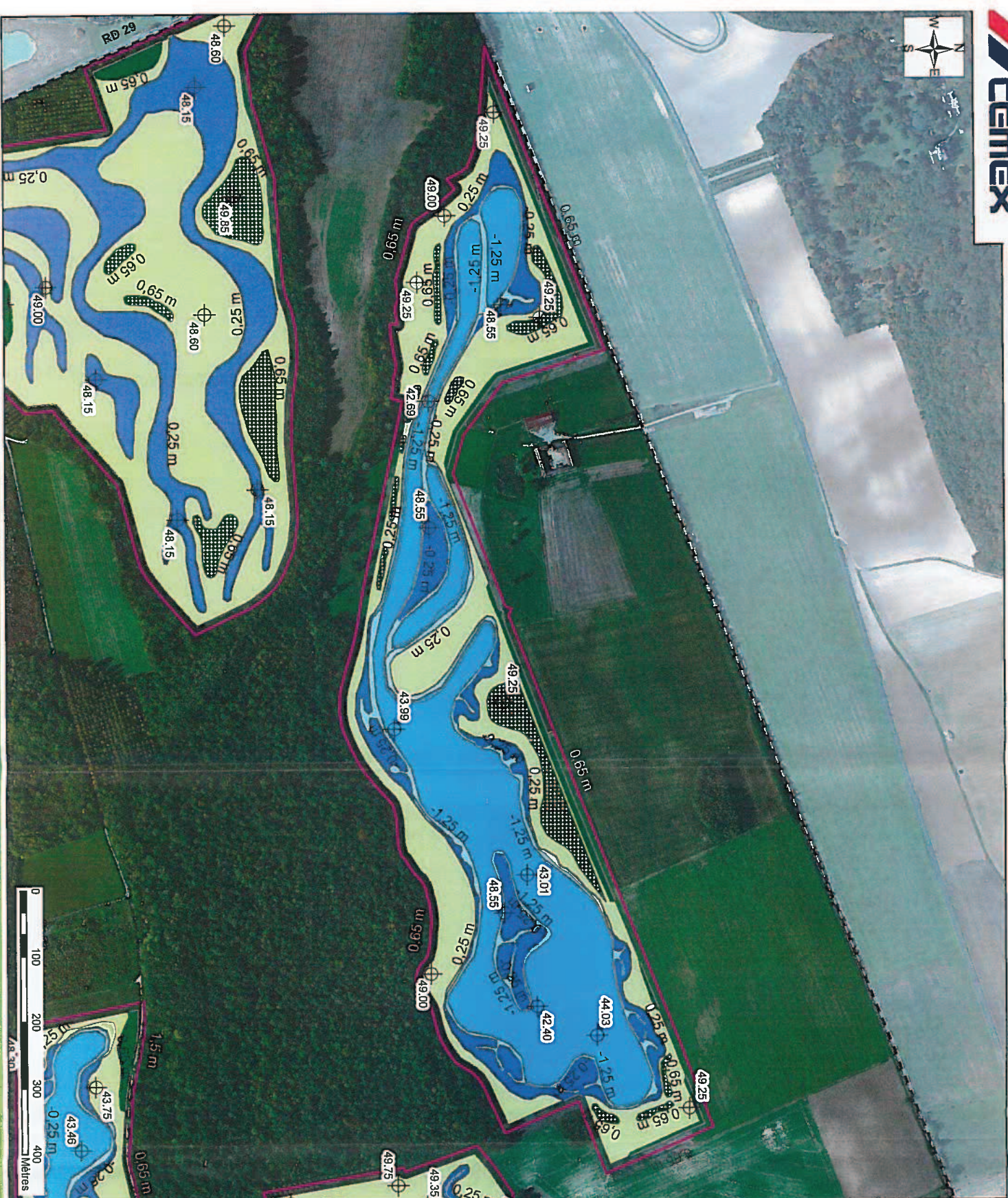













PLANS DE PHASAGE
Phase 6 à 20 ans
IGN 2005 - 1/10000

- Périmètre de demande d'autorisation d'exploitation de carrière
- Périmètre maximal d'extraction des matériaux alluvionnaires
- 12 Espace à exploiter avec indication des phases annuelles d'exploitation
- Surface restant à remettre en état (S2)
- Surface découverte à exploiter (S2)
- Front d'exploitation (I: linéaire de berges)
- Bande transporteuse et pistes d'entretien associées (S1)
- Infrastructures (stocks temporaires) (S1)
- Coûts maximaux d'extraction et des terrains remis en état en mètres NCF
- 43.23





 Périmètre de la demande
 Zone d'étude

 Eau libre
 Végétation des hauts-fonds
 Groupements héliophytes
 Végétation pionnière mésophile
 Prairies humides ou mésophiles
 Boissements clairsemés sur prairie humide
 Boissements hygrophiles à mésotrophiles
 Passerelle
 Cote indicative 48.15

Vu pour être annexé à l'arrêté préfectoral
 n°2014/DCSE/M/011 du 25 juillet 2014

Pour la Préfecture, en sa déléguation,
 Le Secrétaire Général de la Préfecture



Serge COUTEYRON










Schéma de remise en état avec coupes de niveaux

Communes de Courcelles-en-Bassée
et Marolles-sur-Seine(77)

Schéma de remise en état avec coupes de niveaux - "La Noue Maupoix"



 Périmètre de la demande
 Zone d'étude

 Eau libre
 Végétation des hauts-fonds
 Groupements héliophytiques
 Végétation pionnière mésophile
 Prairies humides ou mésophiles
 Boissements clairsemés sur prairie humide
 Boissements hygrophiles à mésohygrophiles
 Passerelle
 48.15 Cote indicative

Va pour être annexé à l'arrêté préfectoral n°2014/DCSEM011 du 25 juillet 2014

La Préfète,
 Pour la Préfète et par délégation,
 Le Secrétaire Général de la Préfecture

Serge GODEYRON

Schéma de remise en état avec coupes de niveaux

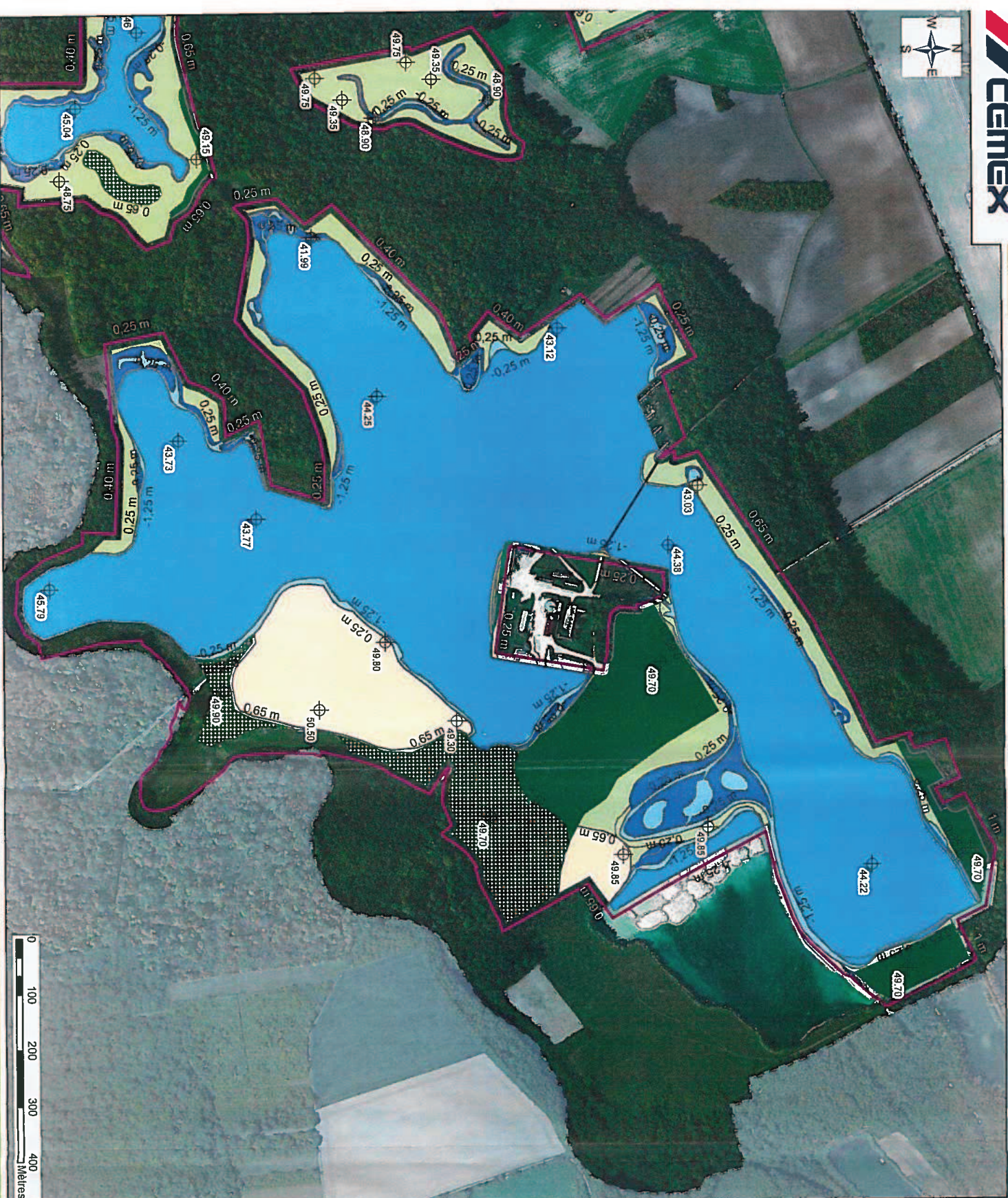
Communes de Courcelles-en-Basée et Marolles-sur-Seine(77)



EcoSphère 2014

Source: Fond Orto - IGN ©

Schéma de remise en état avec coupes de niveaux - "La Muette"



□ Périmètre de la demande

--- Zone d'étude

■ Eau libre

■ Végétation des hauts-fonds

■ Groupements héliophytes

■ Végétation pionnière mésophile

■ Prairies humides ou mésophiles

■ Boissements clairsemés sur prairie humide

■ Boissements hygrophiles à mésohygrophiles

— Passerelle

⊕ 48.15 Cote indicative

Vu pour être annexé à l'arrêté préfectoral n°2014/DCSE/M/011 du 25 juillet 2014

La Préfète,

Pour la Préfète et par délégation,

Le Secrétaire Général de la Préfecture

Serge GUILTEYRON

Schéma de remise en état avec coupes de niveaux

Communes de Courcelles-en-Bassée
et Marolles-sur-Seine(77)



EcoSphère, 2014

Source : Fond Ortho - IGN

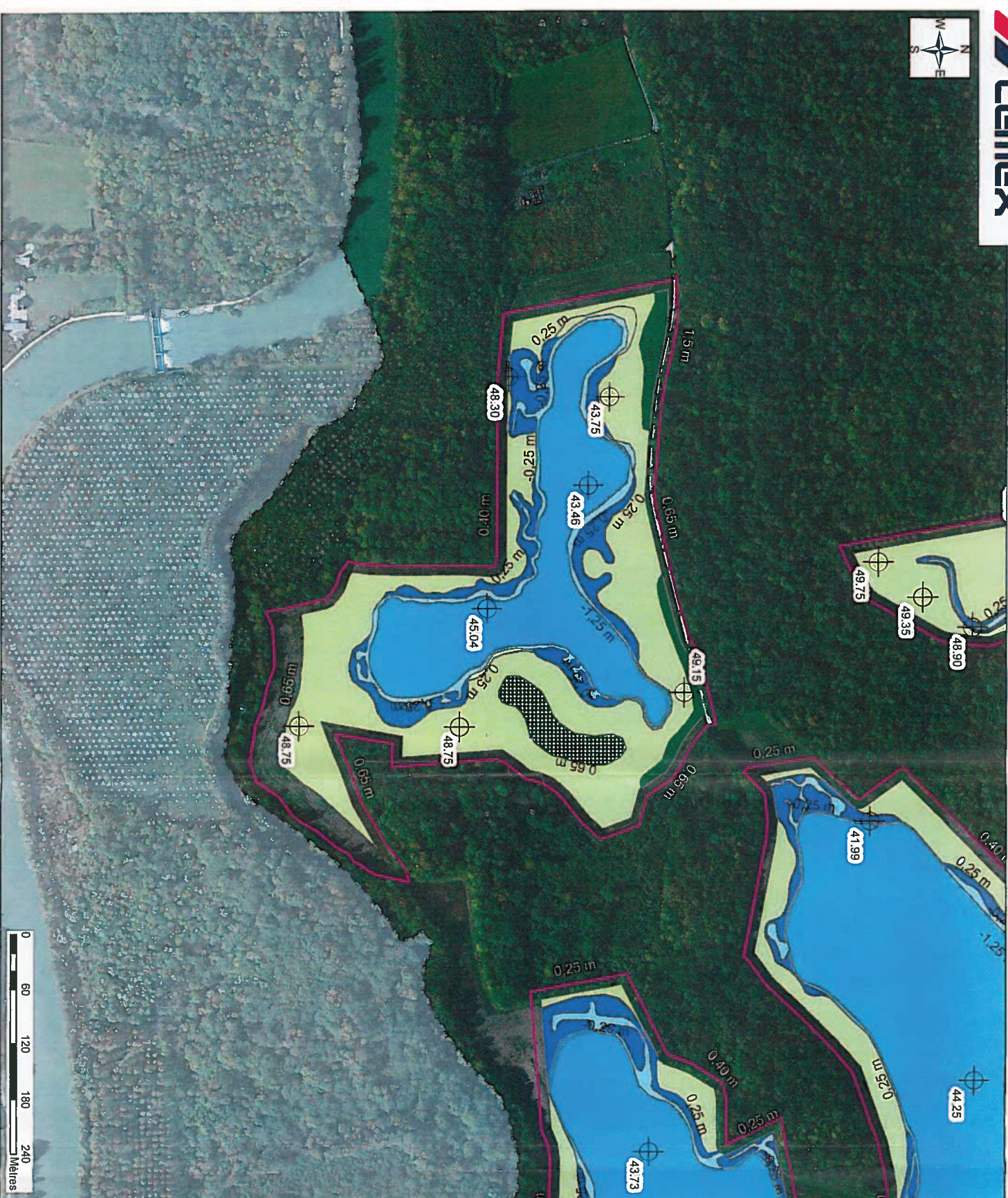



- Vu pour être annexé à l'arrêté préfectoral
n°2014/DCSE/M/011 du 25 juillet 2014
- La Préfète,
Pour la Préfète et par délégation,
Le Secrétaire Générale de la Préfecture










Large and Teyron

Communes de Courcelles-en-Bassée
et Marolles-sur-Seine(77)

Schéma de remise en état avec coupes de niveaux - "Les Jachères"



 Périmètre de la demande
 Zone d'étude

 Eau libre
 Végétation des hauts-fonds
 Groupements héliophytiques
 Végétation pionnière mésophile
 Prairies humides ou mésophiles
 Boissements clairsemés sur prairie humide
 Boissements hygrophiles à mésohygrophiles
 Passerelle
 48.15 Cote indicative


Vu pour être annexé à l'arrêté préfectoral
 n°2014/DCSEM/011 du 25 juillet 2014
 La Préfète,
 Pour la Préfète et par délégation,
 Le Secrétaire Général de la Préfecture

 Serge GOUTEYRON

Schéma de remise en état avec coupes de niveaux
 Communes de Courcelles-en-Bassée
 et Marolles-sur-Seine(77)

Seigneur DOUTEYRON



CHEMINEMENTS

1/12500

- Périmètre de la demande d'autorisation
- Routes départementales
- Chemins ruraux
- Chemins ruraux supprimés
- Chemins créés après exploitation
- Piste carrossable pendant l'exploitation
- N° RD / CR
- Chemin de Grande Randonnée de Pays (GRP)
- Déviation du GRP pendant l'exploitation
- Rétablissement du GRP après l'exploitation
- Ligne SNCF Montreuil / Gouaix

